

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Ils nous ont vainement appelés...!

par Paul BARTON

Pour une action ouvrière efficace
contre le fascisme russe

par L'Union des Syndicalistes

Crimes prévus et espoirs incertains

par Roger HAGNAUER

La Fédération du Livre
devant la tragédie hongroise

par Georges MAUPIOUX

En Haute-Cour !

par Robert LOUZON

La marche des peuples
au Congrès Force Ouvrière

par M. CHAUSSE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 411 - Novembre 1956

Ils nous ont vainement appelés
Pour une action ouvrière efficace contre le
fascisme russe
Aux détenus politiques, il faut accorder le
régime politique.
Propos sur crimes prévus et espoirs
incertains
La Fédération du Livre devant la tragédie
hongroise
La marche des peuples au congrès « Force
Ouvrière »
Résolution sur les répercussions de l'auto-
mation.
Le syndicalisme vaincu sans combat
Chronique de l'Union des Syndicalistes. —
Prise de position. — Le meeting et la ma-
nifestation du 7 novembre. — Nos bro-
chures. — Congrès F.O. — Cercle des mé-
tallos. — Cercle Renault
Réponses au questionnaire (Laqueille, Ché-
ron, Padros).

Notes d'économie et de politique
En Haute Cour. — Assez d'ordres du jour.
— Causerie sur « salaires et prix »

Dans l'Internationale

Lettre d'Argentine

Parmi nos lettres

Sur la libération des peuples colonisés. —
Action générale ouvrière. — Nouvelle
Gauche et réforme de l'enseignement. —
Rectification. — Le manifeste du Cercle
Zimmerwald. — Général et diplomate.

Entre nous

Paul BARTON
L'UNION DES
SYNDICALISTES

Roger HAGNAUER

Georges MAUPIOUX

M. CHAUSSE

Louis MERCIER

R. GUILLORE

R. LOUZON

Jacobo PRINCE

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1^{er} OCTOBRE. — Quatre bombes à retardement déposées en plein centre d'Alger.

— Grève des écoliers indigènes dans toute l'Algérie.

— Congrès du parti travailliste à Blackpool.

MERCREDI 3. — Conversations à Paris avec le représentant du sultan marocain : le prince Moulay Hassan.

— En Algérie réforme agraire : 80.000 hectares concédés à la Caisse d'accession à la propriété rurale.

SAMEDI 6. — Nouvel accord en Italie des socialistes nenniens et des communistes.

LUNDI 8. — Réunion à huis clos du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

— Verdict au premier procès de Poznan (Pologne).

— A Budapest, funérailles nationales de Rajk, « traître » réhabilité.

JEUDI 11. — Opérations de représailles israéliennes contre un poste jordanien.

— Discussion sur l'Algérie au Comité Directeur du Parti Socialiste.

— Bourguiba à Paris suggère la création d'un ensemble nord-africain.

— Graves émeutes à Hong Kong, intervention des troupes britanniques.

— Ouverture à Lyon du congrès radical.

VENDREDI 12. — Grandes grèves dans l'industrie japonaise.

SAMEDI 13. — Manifestations indigènes et de fonctionnaires français au Maroc et en Tunisie.

— Messali Hadj, leader du Mouvement national algérien se déclare partisan d'une médiation du sultan du Maroc et de Bourguiba.

LUNDI 15. — Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. vote six principes sur Suez contre le veto de l'URSS.

— Imre Nagy est réintégré dans le parti des travailleurs hongrois.

MARDI 16. — Débat sur Suez à l'Assemblée nationale.

— Scission dans le parti radical.

MERCREDI 17. — Débat sur l'Algérie à l'Assemblée nationale.

JEUDI 18. — Un yacht l'Athos, chargé de matériel de guerre, arraisonné au large des côtes oranaises.

— Grève des livreurs laitiers de la région parisienne.

VENDREDI 19. — La ligue arabe soutiendra la candidature de l'Espagne au conseil de sécurité de l'O.N.U.

— Scission au sein de l'Union Générale des Travailleurs tunisiens.

— Fin de l'état de guerre entre l'URSS et le Japon.

LUNDI 22. — Victoire de Gomulka en Pologne.

— Les étudiants hongrois réclament de profondes réformes sociales et politiques.

— Elections jordanienes : victoire des partis pro-égyptiens.

— A Rabat, le sultan du Maroc reçoit les représentants du F.L.N. algérien.

— Coup d'Etat militaire au Honduras.

MARDI 23. — Les cinq dirigeants du F.L.N. partis sur avion marocain pour Tunis sont arrêtés à Alger. Le sultan du Maroc arrive à Tunis.

MERCREDI 24. — Ouverture du congrès de la C.G.T. F.O.

— Troubles à Budapest. Imre Nagy revient au pouvoir et fait appel aux troupes soviétiques.

— Troubles graves au Maroc et en Tunisie : particulièrement à Meknès (Maroc).

— Création d'un commandement militaire unique entre la Jordanie, l'Egypte et la Syrie.

— Signature d'un traité franco-allemand sur la Sarre.

VENDREDI 26. — Grève générale en Hongrie, troubles dans tout le pays, formation d'un gouvernement national.

SAMEDI 27. — Combats dans toute la Hongrie.

— Démission de M. Savary, ministre des affaires tunisiennes et marocaines.

— Les troupes soviétiques évacuent Budapest.

LUNDI 29. — Nouveau cabinet marocain.

— Référendum au Togo : 60 pour cent pour la République autonome.

— Elections municipales dans trois Etats allemands : succès social-démocrate.

MARDI 30. — Attaque des troupes israéliennes vers le Sinai. Ultimatum franco-anglais à l'Egypte.

— Nouveaux combats à Budapest.

Ils nous ont vainement appelés...

Le dimanche 4 novembre, à 17 heures 15, alors que les radios du monde entier déclaraient depuis des heures et des heures que le soulèvement hongrois avait été liquidé, les insurgés rassemblés au poste routier de Heygeshalom déclaraient : « Les Occidentaux nous ont abandonnés. Nous attendons les Russes. Nous ne savons pas si nous pourrions tenir. Nous ne nous rendrons pas. »

Après le tragique soulèvement du peuple hongrois, les limites des concessions que le Kremlin est prêt à faire à la résistance des pays satellites sont clairement tracées : il ne faut pas que la population demande la liberté de décider de son propre avenir ; il n'est pas permis aux peuples une fois colonisés de sortir du glacis soviétique. De plus, l'appareil du pouvoir doit rester intact. Il suffit de rappeler à ce propos l'accueil favorable qu'a reçu dans toute la presse occidentale le limogeage, voilà bientôt quatre ans, du chef de la police secrète hongroise, Peter Gabor. Et les insurgés découvrent maintenant des chambres de torture, des prisons souterraines et des fours crématoires secrets qui n'ont jamais cessé de servir...

Après le soulèvement du peuple hongrois, on est également éclairé sur le jeu complexe auquel se livrent, en pays satellites, les hommes du Kremlin, les « communistes libéraux », les « staliniens nationaux », les titistes, les « durs » et les « mous » et *tutti quanti*. Il a suffi à Budapest que le « communiste libéral national » Imre Nagy fût amené à promettre une véritable liberté et une véritable indépendance nationale, et soudain ce jeu complexe et raffiné céda la place au langage simple et sans équivoque qui est celui des chars, des canons et des avions russes. L'assaut final des généraux soviétiques n'eut d'ailleurs lieu qu'après avoir reçu la bénédiction de tous les héros des « voies spécifiques vers le socialisme », de Gomulka jusqu'à Tito en passant par Mao Tsé Toung. Les dirigeants qui, de son vivant, tenaient tête à Staline forment aujourd'hui le dernier carré du stalinisme. C'est que, à l'heure qu'il est, il n'est plus question de divergences entre le grand chef et ses satrapes, mais bel et bien d'un grand combat, du combat décisif, entre un système totalitaire et les peuples entraînés dans son engrenage.

Pour qu'aucun doute ne puisse subsister sur le sens social de cette conflagration, Gomulka, le champion du « communisme national » polonais, cherche à obnubiler les esprits en accentuant de plus en plus ses propos chauvinistes et s'efforce d'obtenir l'appui du clergé en offrant à l'Eglise la restitution de tous ses biens ; et de dire en même temps aux ouvriers qu'il est d'accord avec leurs revendications, mais qu'il n'en faut pas moins « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Ce même Gomulka osa traiter de réactionnaire le soulèvement hongrois, déclenché par des ouvriers et des étudiants et auquel se sont ralliées ensuite toutes les catégories de la population, allant des

communistes jusqu'aux catholiques, des paysans jusqu'à l'armée dont les cadres avaient été pourtant mille fois triés sur le volet. Autant dire que ce même Gomulka n'hésitera pas à stigmatiser demain comme des contre-révolutionnaires ceux-là mêmes qu'il cherche encore à flatter pour l'instant : les prolétaires de son propre pays.

Après le soulèvement du peuple hongrois, personne ne peut plus dissimuler la responsabilité que nous encourons tous en manquant à notre devoir de venir en aide à ceux qui, derrière le rideau de fer, se battent pour leur liberté aussi bien que pour la nôtre. Que de fois, pendant les moments les plus angoissants de ce soulèvement, les regards se sont tournés vers la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, qui eussent pu renverser radicalement le rapport de forces en rentrant en lice. Il n'en fut rien. C'est que ces deux pays, qui en juin 1953 avaient été les premiers à relever le drapeau de la révolte, avaient connu la déception dont les Hongrois allaient seulement faire l'expérience : le monde qui se dit libre laissa aux blindés russes tout le loisir d'étouffer leur cri de liberté sous le fer et le feu.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit point pour nous d'inviter les Etats occidentaux à faire une guerre à l'U.R.S.S. Mais tout le monde sait qu'entre la guerre totale et la passivité totale il y a un nombre considérable de moyens d'agir qui n'ont pas été utilisés. Et, fait plus grave encore, personne n'a songé sérieusement à en réclamer la mise en œuvre. Après avoir ainsi abandonné la Hongrie aux moments de l'espoir aussi bien que dans leur agonie qui s'ensuivit, pourrions-nous nous attendre encore à la poursuite de la résistance chez les autres peuples asservis qui furent les témoins de ce spectacle dégradant ? Or, cette résistance ouvre l'unique issue qui puisse permettre au monde entier d'échapper à l'option déchirante entre la capitulation devant le totalitarisme et la guerre atomique.

Des hommes se battent encore en Pologne contre la reprise en main tentée par Gomulka. Le peuple insurgé de la Hongrie ne peut pas renoncer à la lutte, même après l'écrasement de sa forme organisée. Des grèves continuent d'éclater dans les usines de l'Allemagne de l'Est et de la Tchécoslovaquie. Il n'est donc pas encore trop tard pour nous tous, en deçà du rideau de fer, pour prouver notre attachement à l'idéal de la liberté et de l'émancipation du travail en passant des mots aux actes. Il n'est jamais trop tard.

Paul BARTON.

Pour une action ouvrière efficace contre le fascisme russe

La tragédie du peuple hongrois, indompté malgré dix années de police secrète, ardent malgré dix ans de dressage individuel et collectif, a provoqué un légitime sursaut d'indignation populaire, dans tous les pays où existent une opinion publique, une classe ouvrière organisée.

Quinze jours de faits crus et d'informations directes ont enseigné à l'opinion davantage que ne l'avaient fait des dizaines d'années d'explications et de propagande sur la nature du stalinisme, sous Staline et après Staline.

Mais le mouvement ouvrier ne peut se contenter de manifestations de bonne conscience ou de sentiments de solidarité, il doit, face aux événements qui prennent un rythme accéléré, conserver tête froide et agir en connaissance de cause.

La révolution hongroise, dont les moteurs étaient à la fois nationalistes et ouvriers, intellectuels et paysans, a été matée sans que les puissances démocratiques interviennent. Et il est plus important pour le mouvement ouvrier international de reconnaître que ni les Etats-Unis, ni l'Organisation des Nations Unies n'interviendront militairement en faveur d'une révolte populaire à l'Est, que de discuter à l'infini sur les dangers ou les avantages de cette perspective illusoire.

La classe ouvrière des pays sous dictature totalitaire est seule, autant et peut-être plus que les autres couches de population. C'est pourquoi l'aide internationale que nous avons le devoir de lui apporter ne peut que revêtir des formes ouvrières, non seulement parce que c'est sur ce terrain que nous avons le plus de possibilités d'action contrôlée mais encore le plus de chances de peser sur les événements.

C'est pourquoi le geste des dockers des ports hollandais et anglais se refusant à décharger les navires soviétiques nous semble indiquer la voie pratique de l'aide aux peuples esclaves. L'initiative prise par la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens va dans le même sens. La Confédération Internationale des Syndicats libres peut reprendre l'idée de boycott de tous les produits russes, tant que l'Armée Rouge occupera les territoires conquis pendant et après la guerre.

Il y a là possibilité pratique de créer, à l'échelon international comme dans chaque pays, un comité de coordination entre tous les syndicats libres, dans le but précis de faire peser sur l'économie soviétique le poids du mouvement syndical.

Cette mesure pourrait être complétée par l'entrée en action d'organisations culturelles, économiques et scientifiques, qui de leur côté, se refuseraient à procurer une aide, sous quelque forme que ce soit, au fonctionnement d'un régime de terreur, de mensonge et de sang.

Enfin, nous croyons que cette action conserve au mouvement ouvrier sa pleine autonomie et son entière liberté, éléments indispensables aujourd'hui où tous les problèmes internationaux sont traités et par la presse et par les pouvoirs suivant une hypocrisie extrême.

Nous nous refusons à faire du peuple hongrois une monnaie d'échange pour de sordides marchandises

diplomatiques, à propos de Suez ou de l'Afrique du Nord.

L'aventure militaire lancée par le gouvernement français en Proche-Orient sous des prétextes invraisemblables, et qui ont mis la France au ban de l'opinion internationale, ne peut en aucune façon être confondue avec une forme quelconque de la défense des libertés démocratiques, même formelles, mais être dénoncée pour ce qu'elle est : une initiative impérialiste tentée à l'insu des opinions publiques, pour des raisons de prestige, et dont les conséquences premières sont : l'élargissement du fossé entre le monde de Bandoeng et l'Occident, la mise en péril des indépendances marocaine et tunisienne, la possibilité pour le régime soviétique de se présenter aux pays arabes comme champion des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, et enfin l'arrêt prévisible de tout relèvement du niveau social des classes laborieuses françaises, en raison de l'inflation et de la mise à l'abri, par voie d'emprunt indexé, des capitaux.

De même, nous nous refusons à confondre les protestations circonstanciées des partis gouvernementaux français en ce qui concerne la répression soviétique, avec leur attitude égoïste et sans perspective qui entretient la répression en Algérie.

La classe ouvrière a une politique à définir, appliquer et poursuivre, qui ne table en aucune façon sur les conférences diplomatiques, les propagandes gouvernementales ou les décisions platoniques des Etats accrochés à leur nationalisme comme au pavé qui les entraîne vers la décadence.

L'UNION DES SYNDICALISTES.

Aux détenus politiques il faut accorder le régime politique

A la suite de la lutte courageuse entreprise par l'un de ses membres, Yves Garestier, qui fit 23 jours la grève de la faim pour obtenir le régime politique et qui vient d'être mis en liberté provisoire, le garde des Sceaux désirant éviter un précédent dont pourraient se prévaloir d'autres détenus, le syndicat des Correcteurs (C.G.T.), réuni en assemblée générale, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Le syndicat des Correcteurs, réuni en assemblée générale, le dimanche 21 octobre 1956,

« Emu par les brimades aussi humiliantes qu'injustifiées subies par l'un de ses membres emprisonné et maintenu au régime de droit commun pour un délit strictement politique.

« Rappelant que le régime politique a été, dans le passé, un droit traditionnellement reconnu et appliqué sous les gouvernements les plus réactionnaires,

« Demande aux bureaux fédéral et confédéral d'intervenir rapidement et énergiquement afin que cesse le régime arbitraire actuel et que des textes précis, ayant force de loi, garantissant désormais le régime politique aux intéressés sans qu'ils aient besoin de recourir aux moyens extrêmes pour obtenir satisfaction ».

Propos sur des crimes prévus et des espoirs incertains

La tragédie hongroise nous serre l'esprit et le cœur.

Pendant quelques jours nous nous sommes sentis incapables de penser, honteux de nos vertus « honnêtes », de nos sentiments normaux, de notre sécurité matérielle. Nous avons atteint, lors de certains écrasements en 1939, en 1940, en 1942, en 1945, le fond du désespoir. Cette fois nous n'avons même pas cette excuse. Le plus atroce c'est que l'affaire hongroise ne peut nous surprendre, qu'elle ne change rien à l'essentiel, qu'elle était prévisible pour nous, que nous avions exactement mesuré la profondeur d'une misère et d'une servitude réduisant la valeur de la vie humaine à un facteur insignifiant — que nous avions défini tout aussi exactement les caractères d'un despotisme impérialiste dont l'implacable logique n'est freinée que par les zigzags de sa stratégie. Mais il n'est pas vrai que l'on soit impuissant. On ne se console pas en rejetant sur les gouvernants de l'Ouest la responsabilité de la passivité des peuples. Car aucun de nous n'ose formuler le terrible dilemme : ou subir l'anéantissement de tout ce qui veut revivre derrière le rideau de fer, ou déchirer le rideau de fer par tous les moyens dont l'Ouest dispose encore.

Alors, on ne veut pas l'avouer. Et si peu fiers qu'ils soient eux-mêmes, les agents et les complices des assassins de la Hongrie trouvent encore dans la prédication pacifiste la voie de la dérobade... et peut-être du soulagement pour eux... et pour nous.

Sommes-nous devenus bellicistes ? Reprenons-nous à notre compte ces proclamations antimunichoises dont on abuse dans les cercles gouvernementaux ? Nous reviendrons sur le débat. On comprend que Munich soit évoqué par ceux qui veulent justifier l'action franco-anglaise à Suez et participer à l'immense protestation populaire contre l'assassinat de la Hongrie. Rappelons simplement que notre « résignation » à Munich n'a jamais diminué notre résistance à l'hitlérisme et que depuis Munich il y eut le pacte Hitler-Staline et les marchandages de Yalta qui ont orienté l'évolution des choses beaucoup plus que les négociations de 1938.

Ce que nous ne craignons pas d'affirmer c'est qu'aujourd'hui le pacifisme pur devient pour les post-staliniens le moyen le plus efficace de désarmement de l'Occident. Et que si nous ne sommes pas capables d'imposer une politique ouvrière internationale isolant les bourreaux de Moscou, on ne sortira du dilemme posé que par des conflits armés dont les « localisations » se généraliseront jusqu'à la catastrophe mondiale.

Il convient cette fois encore de revenir sur les deux tendances contradictoires de Zimmerwald : **la Paix et la Révolution**. C'est sur celle-ci qu'il faut mettre l'accent — c'est-à-dire que le salut c'est d'abord **la Révolution dans l'empire stalinien**. Tant que celui-ci subsistera, il y aura danger de corruption aussi bien dans la lutte permanente contre le capitalisme que dans les mouvements d'émancipation des peuples colonisés.

OBSEQUES NATIONALES EN 1956 DU TRAITRE AVOUE DE 1949

Nous ne sommes pas surpris de l'affaire hongroise. La misère et l'asservissement expliquent l'acharnement désespéré des révolutionnaires hongrois. Mais jamais la misère seule n'a provoqué une victoire ré-

volutionnaire. Il faut une fêlure dans l'appareil d'exploitation et d'oppression. Si en Pologne ce fut Poznan, en Hongrie, c'est certainement la réhabilitation et la glorification de Rajk.

Un retour de sept ans en arrière éclaire le présent. La scission titiste de 1948, le procès de Rajk et de « ses complices », les procès de Prague, les purges de Varsovie, tous ces faits nous amenaient à la conclusion — que fort peu de gens osèrent formuler — qu'il n'y avait ni « blocs idéologiques », ni « croisades communiste et anticommuniste », simplement le développement à l'Est d'un colonialisme aussi réactionnaire et plus totalitaire que celui de l'Espagne en Amérique, au XVI^e siècle.

J'avais écrit en octobre 1949, dans la **Nouvelle Tribune des Fonctionnaires** (l'organe des fonctionnaires F.O.) un article intitulé « **Clients de l'oncle Sam... ou sujets de l'oncle Joseph** », dans lequel, répondant aux implacables adversaires du plan Marshall, je les invitais à s'intéresser aussi au colonialisme russe. J'en reproduis un extrait qui prouve que nous ne pouvons être surpris par le phénomène de « désatellisation » suivant le phénomène de « déstalinisation » :

Derrière le rideau de fer, la façade aux couleurs éclatantes de la Démocratie populaire et du communisme... voyons les réalités économiques qui expliquent tous les accidents politiques.

... En Chine les Jaunes « voient rouge », mais Staline a vu grand. Savez-vous qu'après le « traité d'amitié » signé en 1945 entre l'U.R.S.S. et la Chine nationaliste, on a évalué à **858 millions de dollars** le butin ramassé par les Russes dans la Mandchourie qui a subi du fait de l'expropriation des installations industrielles, des mines et de l'outillage des pertes se montant à **2 milliards de dollars**.

Vous avez enregistré la révolte de Tito contre Staline et sa transformation de Maréchal libérateur en « vipère lubrique immonde et trotskyste ». En connaissez-vous la raison essentielle ? C'est que dans ce pays où 76 % de la population vit de l'agriculture, Moscou a voulu développer une industrie lourde ne produisant que des armes de guerre — dans ce pays qui a été l'un des plus dévastés par la guerre (20 % des maisons, 36 % des usines, presque toutes les routes et presque tous les ponts détruits), 90 % des travaux publics engagés sur l'ordre de Moscou représentaient des objectifs stratégiques — cependant que l'on devait exporter des quantités considérables de vivres en Russie, en Roumanie, dans la Grèce de Markos ?

La Tchécoslovaquie a connu en 1948 une crise politique très douloureuse qui a abouti au « suicide de Masaryk » et à la disparition de Bénès. C'est qu'il lui a fallu rompre toutes relations économiques avec l'Occident alors que ses importations d'origine américaine étaient largement supérieures à celles provenant de la Russie et des Etats satellites — alors que ses meilleurs clients étaient l'Angleterre, la Suède, la Suisse et la Norvège. C'est que Moscou veut augmenter de 100 % ses industries du fer et de l'acier, ce qui aboutit à la ruine des industries nationales tchèques : la verrerie, la poterie, la ganterie, la fabrication des tissus et des jouets.

Vous suivez en ce moment dans les journaux les débats du procès à Budapest de Rajk et de ses « complices », communistes qui furent pendant de longues années les militants fidèles, intransigeants, implacables du communisme. Franc-Tireur, dans ses numéros des 15, 16 et 17 septembre 1949, nous éclaire sur les véritables causes du procès. C'est que Rajk a résisté — non au Komintern — mais à l'impérialisme russe. Les représentants de celui-ci discutent de traités de commerce avec l'élégance d'un gangster

guidant de son « automatique » le parangon de son partenaire. Ils fixent souverainement les prix : ainsi les exportations de l'U.R.S.S. vers la Hongrie sont facturées à 20 % au-dessus des prix mondiaux. Par compensation, les importations de la Hongrie en U.R.S.S. sont payées à 20 % au-dessous des prix mondiaux.

Quoiqu'elle jouisse du privilège d'un gouvernement communiste, la Hongrie a dû fournir à sa grande sœur moscovite, au titre des réparations de guerre, des livraisons évaluées au cours de 1938, c'est-à-dire à des prix deux fois moins élevés que ceux de 1945. On a pu transporter des usines en Russie. C'est plus difficile de déplacer une mine hongroise devenue propriété russe. Mais on peut s'arranger. On vend sur place le charbon des mines de Pecs à 21 dollars la tonne, c'est-à-dire au prix du charbon américain livré franco dans un port français. La France paye moins cher le charbon silésien que la Hongrie le charbon hongrois !

Naturellement, pour des raisons stratégiques, on veut obliger la Hongrie à édifier une industrie lourde, sidérurgique, alors qu'elle manque de charbon, de coke et de fer et, quoique les économies des deux pays soient complémentaires, il a fallu rompre toutes relations avec la Yougoslavie, dissoudre les sociétés mixtes, constituées pour l'exploitation du bauxite hongrois, par l'énergie électrique yougoslave. Le minerai sera tout simplement transporté en U.R.S.S.

Inutile donc de nous étourdir de belles phrases sur la bolchevisation du monde, sur les sacrifices consentis à la construction du socialisme. Il s'agit tout simplement d'assurer par tous les moyens la suprématie — non d'un peuple (pauvre peuple russe !) mais d'une caste. Ce fut pendant cinq ans le rêve des hitlériens et le cauchemar de l'Europe.

SOVIETS HONGROIS

Si vous ajoutez à cette vision rétrospective de l'asservissement hongrois, l'existence à-bas de mines d'uranium, vous comprendrez sans efforts la volonté de Moscou de maintenir la Hongrie dans son orbite.

On ne niera pas, d'autre part, le caractère « exemplaire » de l'intervention russe : avertissement aux autres satellites qu'aucune... « libération » ne devra contrarier la souveraineté impériale de Moscou. Et le choix de la Hongrie n'est certainement pas hasardeux occidental.

Dans ce champ immense où se mêlent et se heurtent depuis des siècles les Germains et les Slaves, la Hongrie représente un îlot étranger aux uns et aux autres. A la différence de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, même de la Roumanie, où le mouvement ouvrier avait conservé d'importantes positions, la Hongrie de 1919 à 1945 reste soumise à une dictature policière. Ce qui explique le caractère « national », presque unanime, de la révolte. Les grands propriétaires fonciers, les mercenaires de Horthy (1) étaient bien incapables de soulever un peuple, avec lequel ils n'avaient jamais eu d'autres rapports que ceux du talon de fer sur un corps nu. C'est bien le peuple tout entier, ses étudiants, ses intellectuels, ses paysans, ses soldats qui s'est soulevé. Et le mouvement, comme à Poznan, comme à Berlin-Est, est parti de la jeunesse, celle que l'on disait formée par le régime, soumise à un dressage savant, animée par « des réflexes conditionnés ». Révolte que des observateurs qualifiés jugeaient impensable, alors que nous l'avions déjà décelée aussi bien en Russie, lors de l'affaire Krevchenko, qu'en

(1) Les misérables qui parlent des officiers d'Horthy dirigeant l'émeute obéissent à leur vieille tactique : déshonorer l'adversaire. Il paraît que cela prend encore. Il y avait certainement d'anciens officiers d'Horthy dans l'armée hongroise. Il y en avait aussi dans la police secrète décimée par les émeutiers. Comme il y a d'anciens SS dans les états-majors de l'Allemagne orientale et d'anciens miliciens fascistes dans les cadres du parti communiste italien.

Allemagne par nos contacts avec des jeunes échappés de l'enfer hitlérien.

Naturellement ce sont les ouvriers qui ont mené la bataille avec le plus de courage et de conscience — reprenant d'emblée la forme spontanée d'organisation ouvrière, réalisée dans la Russie de 1905 et de 1917 — c'est-à-dire les « conseils d'ouvriers et de soldats ».

Et il n'est pas invraisemblable que le conseil de Miskolc, centre métallurgique de 100.000 habitants, se soit réclamé de l'héritage de Bela Kun et de Laszlo Rajk — du révolutionnaire de 1919 et du communiste de 1949 liquidés par Staline (2).

LES « PARANGONS » D'INTELLIGENCE, DEVANT LES PROCES DE BUDAPEST ET DE PRAGUE

Mais alors que la tragédie hongroise émeut M. Jean-Paul Sartre lui-même, il n'est pas inutile de rappeler que les fidèles et les compagnons de route du stalinisme ont au moins accordé aux juges de Budapest le bénéfice du préjugé favorable. Et pour cause ! Rajk avait avoué. Avoué non qu'il était devenu un traître, un agent des impérialistes occidentaux, un conspirateur « titiste », mais que sa trahison en 1949 n'était publique que parce qu'il avait été enfin démasqué, qu'il avait toujours été, depuis les débuts de sa carrière politique, un espion et un provocateur, un « mercenaire » du capitalisme, de la réaction et de la police.

Et M. Vercors ne pouvait retenir « l'hypothèse d'aveux obtenus de Rajk par la menace, la torture ou le chantage ». Et M. Labeyrie, ancien gouverneur de la Banque de France, ancien maire de Versailles, membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, devenu « grand commis stalinien », déclarait solennellement : « Tout ce qu'on sait pour le moment, c'est que Rajk a été condamné pour des actes formels de trahison qu'il a avoués. » Et dans ce même Comité Central, M. Hadamard — vieux sorbonnard dreyfusard — et Mme Andrée Viollis n'ont pas voulu voter un ordre du jour — auquel M. Labeyrie s'est opposé — qui « balançait » le procès de Budapest par celui des communistes de New-York (3).

En janvier 1953, après le procès de Prague aboutissant à la pendaison de 11 communistes, Monatte tirait cette conclusion qui n'a rien perdu de sa valeur, malgré les scrupules tardifs des crypto-sartriens :

« Quant à ceux qui jonglent avec la phrase d'Eluard — on peut savoir enfiler de smots et des perles, pratiquer chez les communistes le baise-main et n'avoir ni caractère, ni réelle intelligence — cette fameuse phrase qui revient chaque jour dans « l'Humanité ».

« J'ai trop à faire avec les innocents qui clament leur innocence pour m'occuper des coupables qui clament leur culpabilité », nos lascars ne font que répéter une saloperie et s'extasier devant elle. C'est décidément une drôle d'époque que celle où des innocents sont obligés de clamer qu'ils sont coupables. L'Inquisition catholique n'était pas allée jusque-là. Des gens qui se croient intelligents, que dis-je, des parangons d'intelligence, des ânes cousus de diplômes, des agrégés de ceci, des docteurs de cela, avalent ces aveux comme du bon pain. Il y a une fameuse, une terrible baisse de l'esprit critique dans ce monde du XX^e siècle. » (4).

Dupe ou imposteur ? M. J.-P. Sartre était-il l'un ou l'autre lorsqu'il pectonnait la liste communiste du premier Secteur, aux élections de 1956 : « Cette liste est la seule qui préconise la véritable union des

(2) Cf. *L'Ecole émancipée* du 10-11-56, article de Rolande De Paeppe.

(3) Cf. *R.P.*, décembre 1949, G. Walusinski : Le vertige de la pensée des forts.

(4) Cf. *R.P.*, janvier 1953, P. Monatte : Le Carnet du sauvage.

forces progressistes ». M. le professeur Hadamard était-il l'un ou l'autre, lorsqu'il soutenait la même liste en ces termes : « **Toute une vie passée au service de la République me donne le droit et me constitue le devoir de prendre position pour ceux qui sont les meilleurs défenseurs de l'idéal laïc, de l'indépendance de la France et de ses traditions les plus hardies : les droits de l'homme.** »

Ces grands messieurs peuvent aujourd'hui gémir : « Je n'ai pas voulu cela... » ou plastronner comme M. Sartre « Je ne tolère pas cela ! » Ils ont accordé leur confiance aux juges et aux bourreaux de Moscou et de Budapest. Leur dialectique a fleuri les tanks qui ont uni « les forces progressistes de Hongrie » dans la mare sanglante des pavés, et porté « les droits de l'homme » dans les chargeurs de leurs mitrailleuses. Elle a surtout fourni aux assassins post-staliniens leur invariable alibi : la justification des massacres par « la marche de l'Histoire ». Qu'importe 20.000 vagues humanités... qui s'ajoutent à des millions d'autres... si on construit le socialisme ! Et si l'U.R.S.S. possède la doctrine qui la justifie, elle possède aussi les bombes « thermo-nucléaires » qui expliquent notre lâcheté.

ALIBIS INUTILES POUR REVOLUTIONNAIRES TROP SCRUPULEUX

J'insiste. Car les consciences de MM. Sartre et Hadamard ne me sont pas familières. Mais j'entends les autres, les vieux camarades, les fidèles frères d'armes, les révolutionnaires authentiques, les pacifistes, les libertaires. Jamais notre « adhésion au parti américain » (! ?) n'a contrarié notre lutte contre les absurdités de Washington, les survivances colonialistes, l'exploitation capitaliste, les violences impérialistes. Mais nous nous refusons à chercher des alibis dans le balancement des coups portés à l'Est et à l'Ouest. L'autre soir, au gala du « Monde Libertaire », mon ami Maurice Laisant dénonçait le crime de Budapest : applaudissements. Mais il ajoutait : « comme nous dénonçons les crimes de l'autre côté » : applaudissements plus nourris, comme si l'on se sentait soulagé.

En juillet 1953, à Lyon, parlant de l'insurrection berlinoise de juin 1953, comme je dénonçais le régime stalinien, des anarchistes m'interrompaient : « Oh ! les antistaliniens... proaméricains ! » Et l'un d'eux, à la sortie, un vieux copain me précisait gentiment : « Tu sais bien que dans leur zone, les Américains seraient intervenus comme les Russes à Berlin-Est. »

Non, je ne sais pas (5). Je ne veux pas m'abriter derrière un « conditionnel » pour atténuer le « présent ». Lorsque je veux condamner des excès ou des scandales américains, je n'ai pas besoin d'alibi. **Mais je me refuse à opposer dans l'abstrait des crimes occidentaux possibles aux crimes moscovites, formellement enregistrés.** Clamer notre haine du totalitarisme rouge, c'est affirmer notre volonté ouvrière et révolutionnaire. Tout simplement...

DE SUEZ A BUDAPEST...

On connaît notre opinion sur la révolte algérienne et sur le coup de Suez. Avant de la préciser à nouveau, je ne crains pas d'établir des distinctions préalables. La politique que nous menons en Afrique du Nord apparaît beaucoup plus comme une survivance réactionnaire que comme une expansion dynamique. Ce qui ne la justifie certes pas, au contraire. Mais ce qui en atténue la virulence et la nocivité. Quelles qu' soient les résistances et les aberrations, on ne reviendra plus en arrière. On aurait quelque peine à « coloniser » à nouveau la Tunisie et le Maroc. On aura quelque peine à maintenir le régime algérien. Edgar Faure a réalisé ce que Mendès-France

(5) Ou plutôt on sait que des grèves, même des manifestations communistes ont pu se produire en zone occidentale.

avait proposé. Il n'est pas exclu qu'un gouvernement modéré accorde au peuple algérien ce que Lacoste et Guy Mollet ne veulent ou ne peuvent lui apporter.

Même cette lamentable affaire de Suez n'a avorté en fin de compte que parce que l'on a hésité devant les effets d'une attaque brusquée sur les villes égyptiennes. Sans doute, l'ultimatum de Moscou a-t-il été suivi d'effet immédiat. Mais l'opposition quasi-unanime de l'O.N.U. et l'intervention américaine, beaucoup plus ferme au lendemain des élections, auraient sans doute contraint la Grande-Bretagne et la France à « cesser le feu », assez rapidement. Pour entraîner l'opinion publique il a fallu exciter « le bonnet à poil de l'éternel chauvin et jouer sans pudeur de l'argument « antifasciste » et « antimunichois » (!). C'est d'une efficacité éphémère. Et la fermeté de l'opposition travailliste aurait rapidement dissocié la majorité parlementaire française.

Ce qui veut dire qu'au sein des démocraties, les militants ouvriers ne sont désarmés que lorsqu'ils laissent tomber leurs armes. En principe, on peut confondre les entreprises colonialistes de l'Ouest et celles de l'Est. Il reste entre les deux régimes, donc entre les opérations, une différence de nature fondamentale. Ici le régime peut survivre à des concessions et des abandons. Là, la terreur conditionne l'existence. Ici on peut encore « vivoter » sans craindre une mort proche. Là l'écrasement des résistances s'impose comme une « question de vie ou de mort ».

D'ALGER ET DE SUEZ... A MOSCOU

L'affaire de l'avion kidnappé et celle de Suez, malgré leur gravité, relèvent de la roublardise politicienne. Jouer un bon tour aux collègues et aux copains de Paris qui avaient encouragé le sultan et Bourguiba à prendre contact avec les chefs algériens — c'est assez dans la manière de Lacoste, surpris lui-même, semble-t-il, par les initiatives de militaires qui eux entendaient bien reconquérir le terrain perdu en Tunisie et au Maroc. Et c'est sans doute Lacoste qui, depuis l'expropriation de Suez, poussait le gouvernement à « sauver la face ».

L'opération combinée — ce qui ne paraît guère douteux — avec Israël — apparaît comme le prolongement du coup de l'avion. Elle s'est révélée d'abord profitable sur le plan intérieur. Guy Mollet y a gagné une confortable majorité d'union nationale, quelque peu fragile... mais, malgré Léon Blum, on ne gouverne plus « sous le signe de la durée ». L'opinion publique a réagi favorablement. Les socialistes, sauf des observateurs lucides comme André Philipp, ont manifesté quelque fierté de voir « l'honneur français » incarné par leur leader — et la haine du « fascisme égyptien » (?) a bousculé pas mal de réticences. Ajoutez à cela la sympathie que l'on éprouve pour le peuple israélien de laboureurs, de coopérateurs socialistes et de soldats (un combattant sur quatre citoyens des deux sexes), qui se dresse en brutale antithèse des Juifs voués par une légende abusive à la spéculation financière ou intellectuelle. Mais sur le plan international, l'absurdité de l'opération était soulignée par Raymond Aron lui-même, dans sa dernière conférence aux « mardis de Preuves » (6 novembre 1956). Il est difficile de trouver dans toute la presse mondiale quelques lignes d'approbation. Et le « Manchester Guardian » — le grand organe libéral anglais — a dépassé les travaillistes dans la vigueur de sa condamnation. Inutile de répéter que le coup de Suez servit la propagande moscovite, et gêna fortement les manifestations contre l'assassinat de la Hongrie. Il n'est pas établi qu'il ait provoqué celle-ci. Les post-staliniens n'avaient nul besoin de cet encouragement pour agir. Mais ils ont utilisé, dans leur propagande, la voie de garage qu'on leur offrait. Et ils ont ainsi neutralisé à leur profit toute l'opinion arabe.

Lègèreté ? Inconsequence ? Entêtement colonialiste ? Bien sûr. On peut ainsi tout expliquer. Mais l'explication ne vaut guère mieux que la justification de l'autre côté.

D'ailleurs, la politique Lacoste obéit à sa logique intérieure. Si l'on veut — ce que signifie en clair le « cessez le feu » sans... préalable — la capitulation des nationalistes algériens, avant la négociation, il faut couper « les voies par lesquelles circulent les sympathies et... les armes. Militairement les coups portés au sultan, à Bourguiba et à Nasser semblent nécessaires. Qu'importe que le sultan ait voulu justement, en recevant les chefs algériens, ramener sous son contrôle les zones frontalières où les infiltrations se produisent. Qu'importe que les gouvernements marocain et tunisien tentent de concilier leur volonté d'entente avec la France et la solidarité normale des trois peuples d'Afrique du Nord ! Qu'importe que l'on se soit efforcé à Rabat et à Tunis d'arracher les nationalistes algériens à l'influence du Caire ! « Je fais la guerre », répondait férocelement Clemenceau à ceux qui voulaient négocier avec l'empereur Karl d'Autriche et le comte Czernin. Lacoste se coiffe de la casquette de Bugeaud et du bonnet de Clemenceau.

Malheureusement pour lui, il n'est pas de solution militaire, ici. Le problème se pose en termes politiques, en données de politique internationale. S'il est vrai que la formation de « nations arabes », à bases politique et économique solides peut dissocier le « panarabisme » religieux et surtout briser l'alliance arabo-russe, tout ce qui gêne ces promotions nationales favorise la réaction coranique et les manœuvres moscovitaires.

Or, il n'est pas de pays arabes où l'opposition au stalinisme a été plus tenace et plus efficace qu'en Tunisie d'abord, au Maroc aussi et même en Algérie. On sert Moscou plus encore que Nasser en diminuant l'autorité de Bourguiba. Pour reprendre une vieille et dangereuse formule de Lacoste : « Le colonialisme français, c'est la parallèle de départ du totalitarisme rouge. » C'est même d'une telle évidence qu'on peut supposer la préméditation consciente. L'objection des poursuites contre les communistes ne peut être retenue. Staline a laissé massacrer ses disciples de Chang Haï par ses alliés du Kuo Min Tang et a livré des communistes allemands à Hitler. Ses héritiers soutiennent Nasser qui a proscrit les communistes égyptiens. Ils se résigneront facilement à sacrifier leurs camarades algériens. Surtout lorsqu'en poursuivant le professeur Mandouze, le gouvernement français offre une nouvelle porte de secours aux post-staliniens étouffant sous la réprobation du crime de Budapest.

Le coup de Suez a failli briser l'alliance atlantique et renforcer « l'isolationnisme américain ». N'oubliez pas que Lacoste à Alger et à Paris avait déjà fortement alimenté la démagogie antiméricaine. Reconnaissons qu'il est difficile de servir Moscou avec plus de zèle et de persévérance.

DE ROBESPIERRE A NASSER

Si l'on juge — comme nous — que la volonté de détruire l'héritage de Staline doit dominer toutes nos préoccupations — non parce que nous abandonnons la lutte ouvrière anticapitaliste et la lutte révolutionnaire anticolonialiste, mais parce que nous voulons libérer le mouvement ouvrier et révolutionnaire de la servitude et de la corruption — on peut logiquement éviter tout ce qui divise et affaiblit la résistance de l'Occident.

Nous justifions ainsi notre opposition à la politique de Lacoste et d'Eden. Mais la même obligation impérative nous impose de nous séparer nettement du panarabisme et de Nasser.

On s'est ému, paraît-il, des dernières notes de Louzon, qui doit être flatté de provoquer encore

tant d'émotions successives. Inutile de rappeler qu'aucun rédacteur de la « R.P. » — quelle que soit son autorité personnelle — ne prétend parler au nom du noyau. Ce qui me paraît inconcevable, c'est la prétention de limiter le droit d'expression d'un homme comme Louzon. Ce qui m'est insupportable c'est l'abusif alignement auquel on veut nous contraindre derrière l'un d'entre nous.

Si je plaçais pour Louzon — le ciel l'en préserve ! — je pourrais soutenir que c'est justement parce qu'il veut assurer la victoire de l'Occident qu'il dénonce avec sa netteté ordinaire les fautes criminelles de nos gouvernants.

Mais je n'hésite pas à confesser que si je condamne la politique Lacoste-Eden, je ne reconnais pas en Nasser l'homme qui peut personnifier l'émancipation des peuples arabes. A lire sa « Philosophie de la Révolution », je n'ai sans doute retrouvé ni Mussolini, ni Hitler, sinon en de verbeuses effusions de prophète inspiré. Mais j'ai quelque peine à évoquer Robespierre, à moins de le réduire au rôle de « Torquemada » rigide que lui attribuent quelques romanciers de l'Histoire. Il faudrait, à travers Albert Mathiez, retrouver l'homme d'Etat lucide, le jacobin bourgeois dont l'impitoyable fermeté se justifiait par les nécessités révolutionnaires qu'il avait formulées avant qu'elles s'imposent. Son opposition à la guerre girondine, comme ses lois du maximum, réactions provisoires contre les dangers d'un libéralisme auquel il restait attaché... prouvent une politique réaliste, qui ne succomba qu'après avoir atteint les buts qu'il s'était fixés.

Il est fort possible que Nasser ait mené une action salutaire dans la liquidation du régime Farouk et l'expropriation des féodaux. Mais il n'a guère prouvé sa clairvoyance dans l'affaire du barrage d'Assouan. Il a donné l'impression de vouloir ruser avec les uns et les autres, et en ces dernières semaines, il n'a guère offert à un peuple particulièrement misérable que des slogans magiques : le barrage, le canal, l'écrasement d'Israël.

On est payé depuis l'expérience stalinienne pour se méfier des projets qui coûtent très cher à la génération présente pour un problème bénéfique promis aux générations futures. J'avoue d'ailleurs que la lecture des discours de Nasser ne me renseigne guère sur les causes réelles du refus de crédits américains. Tito en obtient bien, alors que son attitude paraît au moins suspecte.

Et comparer Nasser à Robespierre, c'est oublier que celui-ci n'a jamais imposé ses idées sans débats à la Convention, au club des Jacobins, au Comité de Salut public. Périclès déjà avait supporté, pendant sa longue magistrature, tous les aléas de la critique et de la controverse. Lénine lui-même, — beaucoup moins soucieux que Robespierre des formes « démocratiques » — n'a jamais « écrasé » une opposition sans l'entendre.

Jusqu'ici on n'a vu et entendu que Nasser. Je voudrais entendre le peuple égyptien... hors de la foule « mise en scène ».

Enfin, on ne peut exclure l'idée de combinaisons russo-nassériennes préméditées. Je ne suis guère convaincu par les révélations tirées des dossiers des leaders algériens, comme du chapeau magique d'un prestidigitateur. Mais des déclarations soviétiques, avant le coup de Suez, paraissent quelque peu troublantes. Une machination contre Israël était-elle en cours ? On peut déplorer l'entreprise sioniste. On peut surtout reconnaître que la paix ne sera possible que lorsqu'on aura réglé équitablement le sort des réfugiés arabes de Palestine.

Mais subordonner l'émancipation des peuples arabes et l'amélioration de leur sort à la destruction d'Israël, favoriser les manœuvres de Moscou, c'est là aussi chercher l'alibi et non la solution.

Roger HAGNAUER.

La Fédération du Livre devant la tragédie hongroise

Le 8 novembre au matin Paris était sans journaux. Pendant le travail les ouvriers de la presse avaient été alertés par un appel des équipes de « l'Humanité » et de « Libération » qui se sentaient menacées par la manifestation. Des milliers de jeunes entouraient l'immeuble et entendaient par les moyens les plus directs faire connaître leur réprobation de l'odieuse attitude de « l'Humanité » justifiant l'action des bourreaux soviétiques du peuple hongrois.

La grève déclenchée instantanément signifie-t-elle que les ouvriers du Livre ne partagent pas la réprobation générale à l'égard des tueurs russes et de leurs complices français ?

Ce n'est pas le cas. Mais les ouvriers du Livre vivent de la liberté de la presse, cette liberté conditionne leur travail, ils n'ont pas à intervenir à propos du contenu d'un journal. Dans une histoire comme celle-ci les ouvriers de la presse se trouvaient coincés entre un devoir de solidarité professionnelle, la défense inconditionnelle de la liberté de la presse et la légitime et sainte colère qui, partout dans le monde libre, a provoqué les mêmes manifestations violentes contre les organismes russes et les filiales communistes.

Déjà, le 6 novembre, des manifestations s'étaient produites devant l'immeuble du boulevard Poissonnière qui abrite les rédactions de « l'Humanité » et de « Libération » et les services de l'imprimerie.

Dans la journée du 7, les éléments communistes de l'équipe de « l'Humanité » effectuaient des démarches pour obtenir une grève de protestation contre la manifestation. Ces démarches qui trouvaient un accueil favorable à la fédération furent vigoureusement stoppées par la chambre syndicale typo, dont les secrétaires Bernard et Waille se déclaraient prêts à envisager le retrait de la C.G.T. si un tel mouvement était lancé.

Dans la nuit, placé devant un appel à la solidarité des équipes de « l'Humanité » et de « Libération », qui se disaient menacées dans l'exercice de leur travail, Bernard ne pouvait faire autrement que d'ordonner la grève. Tous les militants parisiens et fédéraux présents dans le Croissant étaient d'ailleurs d'accord.

Bien entendu, il était impossible d'avoir à ce moment tous les renseignements utiles pour prendre une décision, le temps manquait. Il est incontestable que du fait de la manifestation, les ouvriers étaient mis dans l'impossibilité de composer et d'imprimer « l'Humanité » et « Libération ».

Il semble que les ouvriers menacés ou blessés étaient surtout ceux qui appartiennent à la fraction de l'équipe de « l'Humanité » qui voulait affronter les manifestants et défendre les complices de la terreur en Hongrie.

Pour tout autre titre parisien, on imagine difficilement les ouvriers travaillant sous la garde d'une police nombreuse, sous la menace d'une foule hostile : c'est-à-dire dans un immeuble assiégé **qui était aussi une forteresse, les hommes de main des fameux C.D.H. étaient plus nombreux que les ouvriers du Livre.**

Partout ailleurs les choses se seraient passées autrement, l'amour des ouvriers du Livre pour la liberté de la presse n'aurait pas été jusqu'au point où l'on risque de se faire casser la gueule pour un patron qui a déchainé la colère populaire. Même chez une partie des camarades anticommunistes de l'équipe de « l'Humanité » on fait la part belle au

journal, on prend des risques qui seraient déclinés dans d'autres imprimeries.

Signalons que la défense a été très active, la chaussée du boulevard Poissonnière était jonchée de débris de bouteilles, de morceaux de plomb, de briques cassées, certains des jeunes manifestants furent blessés et brûlés par des bouteilles d'acide. Le cinéma Rex était transformé en ambulance, on y dénombrait des dizaines de blessés. Bien sûr, on veut voir dans les manifestants des fascistes, c'est trop facile. Les jeunes qui entouraient l'immeuble de « l'Humanité » paraissent être en majorité des étudiants et il est bien difficile de savoir s'ils sont de gauche ou de droite. Au reste la gauche française n'existe plus, on tient pour gauche un parti communiste qui est le fascisme même et pour une grande part ce qui reste de la gauche n'a plus que des indignations à sens unique, souvent orientées par le communisme et ses agents camouflés.

Revenons à la grève de la presse. Dans la nuit il était entendu que le comité intersyndical préciserait par un texte la position prise afin de ne pas permettre d'utiliser le mouvement comme une approbation donnée aux bourreaux de la Hongrie. On trouvera ce texte ci-dessous, le dernier paragraphe semblera timide mais il ne faut pas oublier que certaines sections comme les clichés et les photographes sont nettement communistes et qu'il était difficile de leur faire accepter une position plus catégorique.

UN COMMUNIQUE DU COMITE INTERSYNDICAL DU LIVRE PARISIEN

Le Comité intersyndical du Livre parisien, qui comprend la Chambre syndicale typographique, le Syndicat général du livre (rotativistes, clichés, entretien), le Syndicat des correcteurs et le Syndicat des mécaniciens linotypistes, communique :

« Afin de ne permettre aucune interprétation tendancieuse du mouvement qui a privé les lecteurs de leurs journaux quotidiens du matin, le Comité intersyndical du Livre parisien :

« Précise que cette manifestation de solidarité professionnelle a été « uniquement » motivée par le fait que des travailleurs étaient victimes de violences sur le lieu même de leur travail ;

« Souligne le manque de discernement de manifestants aveuglés par la passion et confondant l'ouvrier du livre exerçant son métier dans un journal dont il n'épouse pas pour autant les opinions et l'étiquette du journal qu'ils attaquent ;

« Proteste vigoureusement contre de telles violences portant atteinte à la liberté du travail et à la sécurité des travailleurs.

« Soucieux des principes de liberté, les ouvriers du Livre parisien s'insurgent à l'avance contre toute exploitation de ce mouvement pouvant laisser penser qu'ils sont pour autant d'accord avec la façon dont se règle le douloureux drame hongrois. »

LA POSITION PATRONALE

Un autre aspect du problème mérite aussi d'être éclairé, on lira plus loin le communiqué de la fédération de la presse. Il comporte une condamnation morale de la position des journaux communistes en face de la tragédie hongroise. Ce qui n'est pas dit, c'est la solidarité de fait entre les directions de tous les journaux et qui joue ici en faveur de « l'Humanité ». Des accords internes de la presse parisienne impliquent que chaque fois qu'un titre est mis dans l'impossibilité de paraître, il peut réclamer un geste de solidarité de ses confrères. Dans le cas de mesures gouvernementales sanctionnant un journal, cette so-

lidarité peut être conditionnelle. Au cours de la nuit du 7 novembre, après les manifestations, rien ne s'opposait à la sortie d'éditions réduites, pouvant au moins être diffusées dans la région parisienne. Tous les titres étaient à même de le faire, sauf les journaux communistes où le désordre de l'atelier et la dispersion des équipes faisaient obstacle. Les dirigeants syndicaux **ouvriers et patronaux** étaient prêts à faciliter la sortie d'éditions réduites, mais des **deux côtés** on s'accordait pour y renoncer, puisque « l'Humanité » et « Libération » ne pouvaient profiter de l'annulation de l'ordre de grève. Cette situation n'est pas sans danger pour l'avenir de la liberté de la presse ; suffira-t-il toujours d'une provocation communiste pour contraindre toute la presse au silence ?

Pour tempérer cette menace, il serait possible de préconiser une première mesure :

Que la rédaction de « l'Humanité » et l'imprimerie soient dans des immeubles différents.

Rien n'oblige absolument un journal à établir son siège dans l'imprimerie, on ne conçoit pas pourquoi il est permis de transformer un lieu de travail en forteresse, d'y installer chicanes, blindages, d'y introduire des hommes armés, d'y concentrer 600 personnes un jour de manifestation populaire. Nous ne voyons pas pourquoi les syndicats ouvriers et patronaux n'interviendraient pas conjointement, pour imposer cette séparation des locaux. Les ouvriers qui ne partagent pas (et n'ont pas à partager) l'opinion du journal qu'ils confectionnent ont le droit de ne pas être les victimes des colères populaires, déclenchées par les responsables du journal. Il faut dire encore que la solution préconisée par des gens mal informés et tendant à faire confectionner les journaux communistes par des communistes n'est pas admissible. Cette solution combletrait les vœux des dirigeants communistes, elle comporterait le risque pour le Livre de ne plus jamais pouvoir organiser une grève générale de la presse.

UNE MOTION DE LA FEDERATION NATIONALE DE LA PRESSE FRANÇAISE

« La commission plénière de la Fédération nationale de la presse française, réunie à Paris le 8 novembre 1956, profondément émue par l'abominable répression dont est victime le peuple hongrois, constatant que l'idéal au nom duquel ce peuple s'est héroïquement dressé est l'idéal même dont s'est réclamée à sa naissance la presse de la Résistance française, s'indigne que certains journaux qui en 1944 s'associaient à cet idéal aient osé en des termes qui ont blessé la France entière insulter des hommes qui luttèrent et moururent pour la liberté. »

LES SUITES DE LA GREVE

L'émotion provoquée par ces événements n'est pas encore tombée. La grève a créé un malaise et la première réaction se traduit par la résolution adoptée par le conseil national du Livre, réuni justement le surlendemain.

Nous donnons également ce texte plus loin, à plusieurs égards on le trouvera très chèvre-chou. Il n'en comporte pas moins une nette condamnation de la mainmise politique sur la C.G.T. Il condamne (mollement) la répression en Hongrie. Implicitement il constitue un refus de participer aux manifestations de la C.G.T. le 13 novembre.

Là aussi, il faut penser que c'est un texte d'unanimité, ce qui explique l'ambiguïté du ton général.

Ce repli stratégique sera-t-il suffisant pour maintenir tout le Livre à la C.G.T. ? Ce n'est pas sûr.

Si la fédération avait voulu entraîner le Livre dans des mouvements commandés pour le 13 novembre par la C.G.T., la cassure se serait produite.

Dans certaines sections, les réactions seront vives et de divers côtés « les prisonniers de la C.G.T. » chercheront à se libérer.

Georges MAUPIOUX.

LA RESOLUTION DE LA FEDERATION DU LIVRE C.G.T.

Le Conseil national de la Fédération française des Travailleurs du livre, réuni le 9 novembre 1956, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Considérant les répercussions profondes causées par les événements internationaux dans l'esprit des travailleurs du livre,

Réaffirme son attachement à l'unité de la classe ouvrière française qu'il estime devoir être réalisée au sein de la C.G.T.

Il déclare avec force que cette unité nécessite de façon impérieuse que la C.G.T. préserve toutes les conditions indispensables à la libre expression du mouvement syndical en dehors des directives émanant de tout parti politique.

Cette unité, dégagée de toute subordination à un parti politique, permettant seule la satisfaction des revendications ouvrières qui demeurent le but principal de l'action syndicale.

Sa réalisation implique le refus de toute prise de position sur les problèmes internationaux avant examen et consultation des organismes réguliers.

Le Conseil national déplore vivement les jugements prématurés portés en dehors de ces règles par des militants responsables du mouvement syndical.

Souhaitant que l'unité ouvrière se réalise à l'échelle internationale, il affirme ses sentiments fraternels de solidarité à tous les travailleurs.

Profondément bouleversé par les attaques dont ont été l'objet des entreprises de presse mettant en danger la liberté du travail et la vie d'ouvriers qui, pour autant, n'épousent pas les opinions du journal qu'ils confectionnent.

Ils protestent contre ces manifestations aveuglées par une passion circonstanciée dont une minorité d'éléments troubles a cherché à exploiter les mobiles pour leur donner un caractère fasciste.

Examinant les motifs donnés à ces manifestations, il déclare que sa protestation n'implique pas l'approbation des solutions répressives apportées au problème hongrois.

Il n'exclut pas que là aussi l'exploitation d'un mécontentement justifié des travailleurs hongrois a été tentée à d'autres fins, mais, considérant que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est imprescriptible et que toute nation a le droit au gouvernement de son choix, il désire ardemment qu'un règlement conforme à ces principes intervienne au plus tôt, sauvegardant ainsi les principes fondamentaux établis par la Charte des Nations Unies qui sont incompatibles avec l'occupation armée d'un pays quelconque.

Il appelle tous les travailleurs du Livre à ne pas se laisser diviser sur ce problème, qui ne peut faire oublier ceux d'Egypte et d'Afrique du Nord, qui sont également parmi les préoccupations dominantes de tous les travailleurs et qui tous sont une menace pour la paix mondiale.

Il souhaite aussi que leur règlement intervienne dans le cadre des décisions de l'O.N.U. et le Conseil national réaffirme les positions prises au cours des congrès qui portent l'inaltérable attachement des travailleurs du Livre à la paix, et condamne, avec force, toutes les guerres quelles qu'elles soient, d'où qu'elles viennent, y compris les guerres colonialistes.

Il mandate ses militants, à tous les échelons, pour soutenir, dans tous les organismes syndicaux, les positions fondamentales affirmées par la présente résolution.

Merci à notre confrère!

Du Petit Crapouillot d'octobre :

« Les seules publications qui aient exposé avec pertinence l'affaire du Canal de Suez sont : **Défense de l'Homme**, mensuel anarchiste (Louis Dorlet, Domaine de la astide, Maganosc (A.-M.), et la **Révolution prolétarienne**, revue syndicaliste révolutionnaire (14, rue de Tracy, Paris-2^e). »

LA MARCHÉ DES PEUPLES AU CONGRÈS " FORCE OUVRIÈRE "

Dès la première journée, lorsqu'aux premières interventions consacrées à l'Algérie, nous nous sommes aperçus qu'au fond de la salle à droite, les partisans de la « pacification » en Algérie s'étaient regroupés et manifestaient bruyamment et qu'aucune autre force dans ce congrès ne leur répondait, j'ai pensé que le cinquième congrès Force Ouvrière était joué.

Car tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, auraient voulu d'autres affirmations ou d'autres perspectives, étaient arrivés extrêmement tranquilles à la salle de la Mutualité, ne voulant en aucune façon forcer la démocratie et n'imposer à personne leur manière de voir, fut-ce seulement en élevant un peu le ton.

La tenue du congrès en souffrit quelque peu : pour ne froisser personne, des militants n'osaient pas exprimer le fond de leur pensée. Les opinions étaient parfois tellement opposées qu'un accord apparaissait impossible. Après tout, réjouissons-nous une fois de plus de cette démocratie. Mais que le respect de la démocratie ne nous fasse pas tomber les uns et les autres dans la banalité !

REVENIR A L'ACTION DIRECTE

On parla d'abord d'action revendicative. Et je fus surpris du nombre de délégués — aussi bien de l'industrie privée que de la fonction publique — qui demandèrent au Bureau confédéral une action plus énergique, plus virulente. Les beaux programmes, c'est bien. L'action, c'est mieux.

« Notre arme, c'est l'action, dit notre camarade Roggi, fonctionnaire de l'Ardèche, et nous devons accepter la solidarité de toutes les organisations. » « L'action se passe à la base, dans les entreprises, dit Blanc, de chez Renault ; et le bureau confédéral doit suivre l'action de base, l'épauler. »

La confédération a un rôle d'animation des actions de base qu'elle ne joue pas suffisamment. On rejette trop l'action revendicative sur les fédérations, alors que la confédération a un rôle essentiel de coordination. Nous avons assisté — aussi bien en août 1953 qu'en octobre 1956 — à une action dispersée des fédérations : les fonctionnaires, par exemple, voyant mal l'action des postiers et inversement. Si bien que l'action professionnelle souffre du fait qu'il n'existe pratiquement pas d'action interprofessionnelle.

Car les déclarations de principe, soulignait encore Blanc, ne suffisent pas, si elles ne sont pas suivies d'effet et d'action. Les pourparlers, l'action d'antichambre ne sont valables que dans la mesure où ils précèdent et suivent l'action directe.

Or, notre bureau confédéral a peur de l'aventure. L'hypothèque d'une insurrection communiste pèse lourdement dans les décisions confédérales. Alors que nous pensons, au contraire, que c'est par l'efficacité de notre action que nous arracherons des bras staliniens un grand nombre de travailleurs qui se laissent bernés par le seul fait que ces staliniens paraissent à leurs yeux les défendre plus efficacement.

L'action commune avec toutes les autres organisations ne doit jamais se poser en termes de principes ou de doctrine, mais en termes d'efficacité.

Plusieurs délégués ont précisé combien il était nécessaire, par exemple, de relever le S.M.I.G. et combien étaient scandaleuses les manifestations malhonnêtes qu'opérait le gouvernement sur l'in-

dice des 213 articles : ils ont regretté qu'en la matière l'action confédérale fut à peu près nulle.

Il faut ajouter que ce retour général à l'action directe, à la grève chaque fois que cela est nécessaire — action que pratiquent avec efficacité un très grand nombre de syndicats et de fédérations F.O. — est le meilleur moyen de maintenir chez tous nos camarades cet esprit syndicaliste indispensable.

A voir certaines réactions sur l'Afrique du Nord, certain membre du bureau confédéral se plaignait de constater chez quelques délégués une insuffisance d'esprit syndical ; pour nous, il n'y a qu'une correction possible : garder notre esprit de classe. Une classe ouvrière exploitée par le capitalisme, le colonialisme ou le totalitarisme. Une classe ouvrière au coude à coude contre ses exploités de l'Est et de l'Ouest. Une classe ouvrière solidaire, au delà des frontières du monde bourgeois. La lutte de classe devenue plus nécessaire que jamais. En France, en Hongrie, en Algérie et ailleurs.

Hors de cet esprit fondamental, on risque la pire aventure. Que nous ayons été, à ce congrès, un grand nombre à le souligner, c'est là un espoir de renouveau qui ne trompe pas.

LE TRAVAILLISME N'A PAS DIT SON NOM

Esprit syndicaliste de lutte de classe : un problème était au programme qui disparut rapidement de l'affiche, celui de l'indépendance de l'organisation syndicale vis-à-vis des partis politiques. Vieux problème que, depuis 70 ans, la C.G.T. se pose et qui reçut une solution à Amiens, il y a 50 ans !.. Mais problème que certains voulaient renouveler en le baptisant « travaillisme ». Il apparut vite à ce congrès que ceux-là mêmes qui se paraient — ou que l'on paraît — du nom de travaillistes n'étaient pas d'accord entre eux et qu'ils ne mettaient pas le même contenu sous la même étiquette. La définition du travaillisme ne fut pas essayée : plusieurs s'aperçurent qu'après tout, rien — pas même la Charte d'Amiens — n'interdisait au mouvement syndical des contacts avec des mouvements politiques à des moments graves de la vie de la nation ; plusieurs s'aperçurent que la connaissance des problèmes politiques n'était proscrite par qui que ce soit, bien au contraire ; mais plusieurs affirmèrent qu'il fallait envers et contre tous garder au syndicalisme son indépendance absolue.

Ceux qui pensent que le parti politique est un appui indispensable de l'action syndicale — la béquille de l'unijambiste — ceux-là — devant la gravité des autres problèmes posés au congrès et parce qu'ils n'avaient aucune chance de l'emporter — ceux-là s'abstinrent de développer leur thèse.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Il était dit que ce congrès confédéral 1956 évoquerait — à longueurs d'interventions — le nom de cette ville d'Amiens. Car il se trouve que Force Ouvrière a tenu en mai dernier, à Amiens — pour commémorer le congrès de 1906 — un C.C.N. très important, un C.C.N. où deux motions furent votées : l'une réaffirmant l'indépendance syndicale vis-à-vis du politique et l'autre demandant la paix immédiate en Algérie.

Or, si la première de ces deux motions ne souffrit pas de discussion au congrès, il se trouva

un grand nombre de délégués pour remettre en cause la motion sur l'Algérie.

A l'époque, le C.C.N. estimait « que l'intérêt véritable des peuples et des travailleurs algériens et français implique que tout soit mis en œuvre pour obtenir rapidement un cessez-le-feu », et le C.C.N. lançait « un appel angoissé pour que les armes se taisent et fassent place à la discussion ». Ils réclamaient par ailleurs « la mise au pas des ultras qui aggravent chaque jour la tension » et condamnaient « tous les crimes commis au nom de tous les nationalismes en Afrique du Nord » sans oublier de souligner « que les réformes politiques, pour nécessaires qu'elles apparaissent, ne sauraient à elles seules conduire à l'émancipation des travailleurs ».

A ce même C.C.N., Bothereau, après une analyse extrêmement sérieuse et minutieuse de la situation en Afrique du Nord à cette époque, avait conclu — au grand scandale de beaucoup — qu'aucune solution n'était à priori à repousser « et, en tout cas, pas même celle de l'indépendance algérienne », dans le respect de toutes les populations. C'était l'évidence même.

Mais c'était compter sans la passion nationaliste.

Bothereau avait dit : « Nous avons nos inquiétudes morales. Elles viennent de notre formation syndicale. Nous sommes, parce que syndicalistes, des internationalistes. Nous croyons à la beauté et à l'efficacité de la cohabitation des races... Nos inquiétudes viennent du fait que cette idée que nous portons en nous de la valeur de la cohabitation se heurte à une autre idée non moins syndicale et non moins généreuse qui est celle des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Si nous regardons ces deux aspects d'un même problème moral, nous restons incontestablement sans guide devant le cas de conscience qui nous est posé. »

Il faut pourtant résoudre ce dilemme et trouver la synthèse de ce problème moral. Je pense, pour ma part, que l'internationalisme suppose l'indépendance des peuples et des races. Ce n'est pas en termes de frontières que le problème se pose mais en termes de domination. Aucun peuple ne peut accepter la domination d'un autre peuple : ni les Français sous la botte allemande, ni les Hongrois sous la botte russe, ni les Israéliens sous la botte égyptienne, ni les Algériens sous la botte française. L'internationalisme doit être cette adhésion libre des peuples à coopérer entre eux pour un avenir meilleur et dans l'immédiat pour chasser le capitalisme international. Lutte de classes internationale. Le fait — absolument certain — que l'indépendance politique ne constitue pas pour autant une émancipation des masses laborieuses, ne doit pas conduire certains de nos camarades à refuser cette indépendance politique qui constitue un préalable indispensable à la lutte de classes.

QUE LES ARMES SE TAISENT !

C'est donc cet ensemble qui constitua le C.C.N. d'Amiens de mai 1956 qui fut remis en question par un certain nombre de délégués. Au cours d'une mémorable séance de nuit, en commission, on constata les différences fondamentales d'opinion des délégués :

Les uns — tout en condamnant la guerre, tout en admettant la nécessité d'une évolution, tout en reconnaissant l'urgence des réformes indispensables et de l'existence d'une aspiration à la liberté des masses algériennes — mettaient l'accent sur le rôle joué par Nasser, sur les attentats commis par les « rebelles », sur la non-représentativité du peuple algérien par les dirigeants actuels du F.L.N.

Les autres — tout en condamnant les atrocités commises de part et d'autre, sans vouloir se prononcer sur le statut politique futur de l'Algérie, sans méconnaître l'aspect fasciste et féodal du régime de Nasser — mettaient l'accent sur le droit du peuple algérien à disposer de lui-même et sur la nécessité absolue de discussions politiques immédiates entre ceux qui, aujourd'hui, se battent.

C'est ainsi que deux textes, proches souvent dans les termes, mais d'un esprit différent, furent soumis à l'approbation du congrès. Celui qui demandait que des solutions indispensables soient trouvées une fois « le calme rétabli, la paix retrouvée » fut voté par 9.522 mandats, tandis que le texte demandant des conversations immédiates fut approuvé par 2.225 mandats, 129 mandats s'abstenant.

Il n'est pas inutile de souligner, comme le fit Bothereau avant le vote, que personne dans le congrès — sauf peut-être deux ou trois exaltés — n'admit comme possible et désirable le statu quo actuel que cherchent à prolonger les « ultras ». Le texte voté, il s'agit donc aujourd'hui, pour tous, d'en pousser l'application et de faire pression pour qu'arrive enfin, en Afrique du Nord, cette « cohabitation » de deux populations libres !

« EN ACCORD AVEC LES ORGANISMES DE LA C.I.S.L.L. »

C'est l'expression même du texte minoritaire qui entendait par là maintenir avec le C.I.S.L. un lien non seulement de forme mais d'esprit.

Comme bien vous pensez, la C.I.S.L. fut violemment critiquée par tout un courant de délégués pour avoir aidé à la constitution de l'U.M.T. au Maroc et surtout de l'U.G.T.A. en Algérie et avoir admis cette dernière centrale algérienne en son sein.

Et s'il y eut un accrochage à la démocratie, ce fut à cette occasion qu'il se produisit. Le congrès était présidé, ce soir-là, par un camarade de la Fédération des cheminots. Un texte arrivait de la commission internationale en trois chapitres : l'un sur la C.E.C.A., l'autre sur les événements de Varsovie et de Budapest — paragraphes sur lesquels l'unanimité était faite d'avance — le troisième, chapitre beaucoup plus discutable, sur les rapports de la C.G.T.-F.O. avec le C.I.S.L. : « La C.G.T.-F.O. ayant seule qualité pour l'ensemble des pays et territoires de l'Union française... exige, dans ces conditions, que la C.I.S.L. considère d'une manière formelle et exclusive la C.G.T.-F.O. comme son prolongement naturel et officiel dans les territoires de l'Union française... demande à la C.I.S.L. de n'intervenir dans les pays de l'Union française qu'après accord de la C.G.T.-F.O. »

Notre camarade Peyre demanda la disjonction pour ne pas avoir à voter contre la C.E.C.A. et contre la sympathie exprimée par le congrès aux travailleurs hongrois. Le président ne tint aucun compte de cette demande et ne l'a même pas mise aux voix.

Pis encore : un délégué ayant demandé une modification de mots sur le texte concernant la Hongrie, le président consulta le congrès et sur la réponse à peu près unanime de celui-ci, le président conclut hâtivement : « La résolution est adoptée à l'unanimité moins quelques voix ! » Il était près de minuit. Les congressistes étaient fatigués : personne ne réagit. J'avoue n'avoir pas eu le courage de sauter sur la tribune : la C.I.S.L. était condamnée à l'esbroufe.

A vrai dire, cela correspondait à l'opinion commune des délégués : maintenir des liens étroits avec la C.I.S.L. tout en trouvant qu'elle avait été un peu vite en besogne en Afrique du Nord.

La C.I.S.L. avait envoyé son secrétaire général,

Oldenbroek, qui supplia Force Ouvrière « de ne pas rester en arrière ». « la manière dont nous traiterons aujourd'hui les territoires dépendants conditionnera nos rapports futurs. »

C'est là exactement le contraire d'un quelconque esprit d'abandon : il s'agit pour nous de préparer des liens futurs amicaux, liens qui ne se créeront ni dans la guerre ni dans la haine.

Plutôt mal que bien, le texte est voté. Or, le préambule des statuts de la C.I.S.L. — voté à Londres par la C.G.T.-F.O. — va très loin : « La Confédération proclame le droit de tous les peuples à l'indépendance nationale complète et à l'autonomie gouvernementale et soutiendra les efforts tendant à créer les conditions nécessaires à la réalisation de ce droit dans le plus bref délai possible. »

Comment tout cela va-t-il se concilier ? Le dilemme réapparaît : on veut bien le principe de l'autonomie gouvernementale de chaque peuple, mais, ah ! que c'est difficile de l'admettre concrètement lorsque ces peuples sont sous la dépendance de sa propre nation !

Mais comment veut-on que la C.I.S.L. juge avec nos mêmes étroitesse nationales ?

PREMIERS SIGNES EN AFRIQUE NOIRE

D'autant plus que le même problème s'amorce en Afrique noire. Il est apparu qu'un courant d'autonomie commence à se lever outre-mer, inégal d'ailleurs et qui n'est peut-être pas ressenti de la même façon aujourd'hui d'un bout à l'autre de l'Afrique, mais que nos camarades de Dakar nous ont décrit avec force. Et nos camarades noirs ont cherché pendant plusieurs jours comment modifier l'accessoire sans modifier l'esprit du syndicalisme libre, comment s'adapter aux circonstances nouvelles sans rompre les liens avec une centrale comme la nôtre. La solution n'a pas été trouvée mais le problème reste : nous devons nous-mêmes rester attentifs à cette situation. Nos camarades nous l'ont dit, à nous de la métropole : l'Afrique noire bouge : ce mouvement devra se faire avec nous.

Peyre a plusieurs fois souligné — et il le fit encore à ce congrès — que l'évolution de la structure syndicale ne doit pas suivre, mais précéder l'évolution de la structure politique. On n'a admis l'U.G.T.T. qu'après l'indépendance politique de la Tunisie. La structure syndicale en Algérie doit se transformer dès aujourd'hui avant même que soit modifiée la structure politique. A étudier par conséquent — le plus rapidement possible — une structure syndicale — fédéraliste ou autre — valable en Afrique noire, en fonction des évolutions qui se dessinent.

Nos camarades d'outre-mer ont réalisé, par ailleurs, un énorme travail, faisant le tour de la situation économique et sociale caractéristique de ces pays neufs où tout est à faire, où rien n'est organisé sérieusement, ni la production ni les droits des travailleurs.

COMMUNISTES ET CAPITALISTES

Affrontement normal que celui d'un congrès syndical libre à ces deux groupes de gens qui n'ont pas d'ailleurs entre eux tellement de différences : capitalistes et communistes !..

Mais ce congrès devait les rencontrer davantage encore !

On eut un capitaliste à la tribune et nous avons été plusieurs à le regretter. Bien sûr : il s'agissait du président de la C.E.C.A. et c'est en tant que tel qu'il venait parler. Sans doute sommes-nous d'accord avec lui sur certains aspects techniques des problèmes européens — les seuls d'ailleurs qu'il a abordés — mais il est probable que les uns et les autres poursuivons à

travers la C.E.C.A. des buts différents. Il faudra quelque jour marquer d'une façon plus précise les points de rupture.

Communistes : le congrès fut secoué par les nouvelles qui parvenaient de Hongrie et de cette révolte ouvrière derrière le rideau de fer. Nous nous félicitons de l'initiative prise au congrès de manifestations de sympathie envers un peuple hongrois luttant dans le sang, pour sa liberté. Bien que nous aurions désiré un geste spectaculaire par le congrès lui-même, c'est tout de même Force Ouvrière qui a pris ces jours-ci l'initiative de manifestations nationales. Que le fascisme de droite cherche — au moment où j'écris ces lignes — à exploiter ces mouvements de protestation que nous avons fait naître, comme il a peut-être espéré profiter de l'authentique révolte ouvrière hongroise, cela ne change rien à l'affaire. Force Ouvrière saura bien lutter sur tous les fronts et condamner tous les fascismes — ceux de droite ou ceux de gauche.

Et, au fond, c'est cela qui compte. Malgré des imperfections et des erreurs que nous nous appliquons à réparer, Force Ouvrière creuse le sillon difficile entre un capitalisme exploiteur et un communisme inhumain. Et ce sillon est, en définitive, pour la classe ouvrière, une voie essentielle d'espoir. On m'excusera de le penser et de l'écrire.

M. CHAUSSE.

Vendredi 30 novembre à 21 heures

au groupe libertaire Louise Michel

Salle Trétaigne, 7, rue de Trétaigne, Paris-18^e
(métro : Joffrin ou Lamarck)

Conférence Publique de Roger HAGNAUER

sur l'Internationale ouvrière contre le colonialisme :
l'exemple de l'Union Générale des Travailleurs
Tunisiens.

Résolution sur les répercussions de l'automatisation

La rencontre de l'Association Prolétarienne Interlinguiste, réunie à Tours, après avoir étudié la situation du prolétariat mondial, principalement en ce qui concerne les répercussions de l'« automation » sur les conditions de vie futures du prolétariat, considère que :

1) les bénéfices qui résultent de l'automatisation doivent servir au plus grand nombre possible d'hommes et non rester entre les mains des minorités qui en sont actuellement propriétaires ;

2) dans le monde entier, les ouvriers doivent rejoindre leurs organisations économiques pour, en leur sein et par leur moyen, obtenir par leur propre action des droits toujours plus étendus de gestion des entreprises et de propriété des fruits de leur travail jusqu'à la gestion et la propriété collective complètes ;

3) il est inconcevable que les résultats de l'automatisation puissent aller contre les intérêts des masses humaines. Ils doivent aboutir à une amélioration constante du niveau de vie de chaque homme, niveau adéquat à la rationalisation progressive de la technique ;

4) nulle considération de régime existant ne peut intervenir pour empêcher que les bénéfices de l'automatisation soient normalement répartis entre les êtres humains. Si la structure du régime interdit cette équitable répartition, cette structure doit être changée par tous les moyens adéquats ;

5) ce n'est pas l'intérêt de la classe ouvrière de s'opposer à l'expansion de l'automatisation ; au contraire, les ouvriers doivent aider le plus possible le progrès technique comme un facteur indispensable à l'instauration de la société socialiste.

Le Syndicalisme vaincu sans combat

Il y a un gouvernement socialiste qui offre aux possesseurs d'argent un placement à 5 %, avec exemption d'impôt, échelle mobile et garanties diverses pour mener la guerre en Algérie et se lancer dans la défense d'un impérialisme anachronique en Proche-Orient. Il y a, à l'Est, écroulement des mythes stalinien et post-stalinien, avec 99 % des populations dressées contre l'occupant russe, ces 99 % qui, suivant la dialectique propagandiste des communistes, votaient pour les marionnettes du pouvoir « démocratique et populaire ». Il y a, en France, une situation sociale dont l'extrême diversité et la totale incohérence appellent une politique claire, des réformes énergiques, l'intervention des victimes, consommateurs et producteurs.

C'est dans ces circonstances qu'un Congrès syndical national, réunissant douze cents délégués, où la liberté de parole était largement respectée, s'est montré en dessous des problèmes, en dessous de ses possibilités, en dessous de lui-même. Et pour commencer, l'exposé du secrétaire confédéral s'est limité à dire : « ça va, ça ne va pas mal ; il faut continuer ». Et pour suivre, une discussion où personne ne s'est décidé à aller au fond des problèmes, parce que chacun savait que les combinaisons de couloir avaient déjà fixé les décisions ; parce que les délégués devinaient ou pressentaient qu'entre l'activité syndicale proprement dite et les « opérations » de quelques membres du Bureau confédéral, il n'est rien de commun ; parce que derrière la façade d'une démocratie de paroles, il y avait la réalité des intérêts de clans — maçonniques, colonialistes, bureaucratiques, socialistes, et nous en oublions.

Les meilleurs militants, et il en est d'admirables, ont fait leur deuil d'une confédération dont ils auraient été fiers et totalement solidaires. Ils n'interviennent plus que pour sauver les meubles, c'est-à-dire pour se différencier des positions — et de l'immobilisme — de leur centrale, de façon à pouvoir continuer à parler sans honte à leurs camarades d'atelier ou dans les assemblées ouvrières

publiques. D'où le ton, à la fois assuré, calme et triste, de la plupart des exposés présentés par les délégués, en désaccord, non pas avec le rapport moral, mais avec l'orientation, le rythme, le fonctionnement, les objectifs de Force Ouvrière.

Il y avait plus d'ardeur dans les cris « Algérie française » du commando nord-africain, venu pour en imposer aux congressistes. Sans doute cette ardeur trouvait-elle sa source dans tout autre chose que la foi dans le mouvement ouvrier et la confiance dans le syndicalisme.

La polémique tourna autour des problèmes nord-africains. Mais cette polémique était à base de propagande, de lecture de quotidiens dits « d'information » ou « politiques », et non fondée sur une documentation fournie par des organes syndicaux, nourrie de rapports ouvriers, d'informations venues du monde du travail. Le congrès a trop souvent été une réunion où se discutent les opinions des autres parce que rien jamais n'a été fait pour que se forme une opinion ouvrière. En dépit du rejet des motions travaillistes, nous avons eu un échantillon de ce qu'est la pénétration de la politique dans les syndicats quand ces syndicats ne s'affirment pas eux-mêmes, et refusent de prendre leurs responsabilités.

Les subtilités et l'esprit de manœuvre ont, une fois de plus, été vains, en l'absence d'une claire définition de l'orientation syndicale. Et les partisans de la motion d'Amiens sur l'Algérie ont été battus, malgré toutes leurs concessions à la netteté dans le but de rallier hésitants et timorés. Robert Bothereau lui-même s'est trouvé devoir rallier ceux qui l'avaient combattu pour ne pas être mis en minorité. Qu'on ne s'y trompe pas : au congrès de la Mutualité, le syndicalisme a été battu par le colonialisme.

Aux militants syndicalistes de s'organiser s'ils ne veulent pas que les symboles de leur destin soient Pineau et Lacoste.

Louis MERCIER.

Des organisations syndicales protestent

UNION DES SYNDICATS F.O. DE LA REGION PARISIENNE

La Commission Exécutive de l'Union des Syndicats Confédérés Force Ouvrière de la Région Parisienne, Réaffirme le droit de l'Egypte, d'Israël et de tous les pays à l'indépendance nationale.

Considérant qu'une solution durable aux différends entre les nations doit être trouvée par la négociation et le recours aux instances internationales qualifiées, elle regrette que le gouvernement de notre pays ait cru devoir recourir à la force pour trouver une solution aux problèmes de Suez, réclame le retrait du corps expéditionnaire franco-anglais et qu'une force militaire internationale de l'O.N.U. garantisse les frontières israéliennes.

Face aux tragiques événements de Hongrie, la Commission Exécutive s'incline avec une douloureuse émotion devant le sacrifice d'un peuple luttant pour son indépendance.

Rappelant son attachement inconditionnel aux principes de liberté démocratique et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle proteste avec indignation contre la cynique intervention des tanks soviétiques alors que des négociations étaient en cours entre les deux gouvernements et dénonce les dirigeants du parti communiste français et de sa filiale la C.G.T. comme complices d'un assassinat collectif.

Elle veut croire que l'appel angoissé lancé sur les ondes par Radio Budapest le 4 novembre : « Nous mourons pour la Liberté », sera entendu par tous les travailleurs français pour qui les mots « Honneur et Liberté » ont encore un sens.

Elle réclame le retrait immédiat des troupes russes afin que le peuple hongrois choisisse librement le gouvernement qu'il entend se donner.

ELECTRICITE ET GAZ F.O. DE LA REGION PARISIENNE

Au moment où se déroulent des événements qui bouleversent le monde, la Commission Exécutive de l'Union Intersyndicale F.O. de l'Electricité et du Gaz de la Région Parisienne :

Condanne toute forme d'agression ;
Réaffirme son attachement au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ;

Désapprouve l'action militaire entreprise par les gouvernements franco-britanniques sans qu'ils en aient reçu mandat de l'O.N.U. ;

Condanne violemment l'intervention soviétique dans les affaires hongroises ;

Elle salue le vaillant peuple hongrois et l'assure de sa solidarité ;

Elle flétrit l'attitude de certains dirigeants syndicalistes et politiques français, qui approuvent à l'Est ce qu'ils désapprouvent à l'Ouest.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Prise de position sur la Hongrie, Suez et Alger.

— On trouvera autre part la déclaration que, d'un point de vue ouvrier, l'« Union des syndicalistes » fait sur les récents événements internationaux.

Telle qu'elle est, elle me donne satisfaction. Mais je dois rendre compte aux camarades des résultats des efforts que j'avais personnellement entrepris pour répondre, aussi rapidement que possible, à ces événements. Pour satisfaire à la demande pressante de plusieurs camarades de province (ceux de la Loire, en particulier) et aussi de quelques camarades du Cercle Zimmerwald de Paris, j'avais, le lundi 5 novembre, rédigé une proposition de tract (ou d'affiche) que j'avais soumise aux organisations suivantes : Union des syndicalistes, Cercle Zimmerwald, Amis de la « Révolution Proletarienne », Comités de défense sociale et d'entraide, Groupe de la Seine des « Amis de l'école émancipée », ainsi qu'à un certain nombre de personnalités, membres ou non de ces groupements.

Le tract s'intitulait : **De Budapest à Suez, c'est le règne de la violence, de l'hypocrisie et de l'oppression.** Je cite cela pour que les camarades consultés s'y retrouvent et, aussi, pour fixer le ton du tract et de son orientation générale.

Au bout de trois jours, le nombre et la qualité des signatures recueillies étaient encourageants. Certains camarades proposaient cependant — comme il est normal — quelques modifications de forme ; la plupart avaient pour but — surtout après le « cessez-le-feu » à Suez — d'augmenter le poids relatif de la protestation contre les Russes, ce qui me paraissait parfaitement justifié.

Mais il s'avéra également qu'au sein même de l'Union des syndicalistes, et plus encore dans le Cercle Zimmerwald, l'accord n'était pas complet sur le contenu du tract et son esprit même. Des camarades estimaient qu'il fallait s'en tenir à la seule dénonciation de l'agression russe contre la révolte populaire hongroise.

Il n'a pas été possible de maintenir le tract dont je voulais faire une manifestation collective. Il se trouvait d'ailleurs quelque peu dépassé par les événements plus récents.

Que cette explication serve aussi d'excuse auprès des camarades qui l'avaient approuvé et qui l'attendaient.

Nous avons donc la déclaration de l'« Union des syndicalistes » ci-incluse. Les camarades pourront nous la demander s'ils désirent la répandre. Ils peuvent, bien entendu, la reproduire, même en la modifiant s'ils le veulent. Peut-être aurons-nous aussi bientôt un papier où le Cercle Zimmerwald donnera sa propre explication des tragiques événements de novembre 1956.

Tout est dans l'ordre. Est-ce à dire que je ne manifeste aucun étonnement, ni aucun regret, ni aucune déception ? Les camarades conviendront que ce serait trop me demander.

Dernière heure : un autre projet de tract intitulé « La leçon de Budapest et de Suez » est maintenant soumis à l'approbation du Cercle Zimmerwald. Il n'a pas été rédigé par moi, mais je l'approuve entièrement. Il n'y aurait plus ni regret, ni déception, s'il était adopté.

Participation au meeting et à la manifestation « Force Ouvrière » du 7 novembre.

Nous étions quelques-uns de l'Union des syndicalistes à cette manifestation qui nous a donné quelques sujets de satisfaction et, aussi, quelques sujets de mécontentement. J'y ai vu personnellement Malfati, Capelle, Hagnauer, Mercier (sans compter des militants du syndicat des instituteurs comme Millot, Chevrier, Patault). Il y en avait d'autres certainement.

Sujets de satisfaction : nette séparation, non seulement dans le lieu, mais dans l'esprit, entre cette manifestation et la mobilisation des hystériques d'extrême-droite ; liaison, dans la convocation du meeting, entre la solidarité avec l'insurrection hongroise et la lutte pour la paix au Moyen-Orient ; assistance nombreuse et fervente ; quelques déclarations internationalistes des orateurs : nous ne confondons pas le peuple russe avec ses dirigeants.

Sujets de mécontentement : pas question de l'Algérie (la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est-elle donc conditionnelle ?) ; quelques mesures de la « Marseillaise » s'essayaient parfois à se mêler aux couplets vengeurs de l'« Internationale » (c'est pourtant bien au nom de l'Internationale que nous nous solidarisons avec les ouvriers hongrois et que nous nous désolidarisons complètement de nos réactionnaires « patriotes »). A-t-on oublié aussi que le chant de la « Marseillaise » a été réintroduit dans les cortèges ouvriers français par les stalinien et, spécialement, par Thorez lui-même ? ; de ci, de là, des slogans antibolchevicks vulgaires, même le cri proposé par les organisateurs de la manifestation : « Soviets, assassins ! », je n'arrivais pas à me le sortir de la gorge ; je pensais : « Assassins des soviets, en Russie d'abord, puis en Espagne, et maintenant en Hongrie ». Non, l'enthousiasme ne débordait pas dans notre petit groupe ; nous ne pouvions pas être à l'aise dans ces manifestations d'où toute équivoque n'est pas bannie, souvent même contre la volonté des organisateurs. Nous y sommes restés jusqu'au bout, bien sûr ; mais nous ne pouvions pas ne pas être gênés quand nous sentions que, pour une fois, « la police était avec nous », conformément à un autre slogan que les agents de corruption stalinien ont introduit aussi dans nos manifestations.

Nos brochures. — La première, celle d'Hagnauer sur « l'Actualité de la charte d'Amiens », préfacée par Pierre Monatte, est sortie au moment du congrès F.O. où elle a été vendue dans de bonnes conditions. Sa diffusion est en cours et s'annonce bien. Nous comptons sur l'intérêt et l'activité de tous nos camarades.

Nous avons projeté une brochure sur le bâtiment que nous avons demandée à Dichamps. Celui-ci travaille en province pour le moment, et cela le gêne pour nous aider. Mais il est avec nous et ne refuse pas le travail, y compris celui de la brochure, mais il dit fort justement qu'il ne peut le faire seul. Peut-être pourrions-nous lui fournir une manière de plan ?

Et il y a la monographie ouvrière de la Loire que nos camarades de Saint-Etienne se sont plus ou moins engagés à faire. Nous attendons de leurs nouvelles.

D'un certain point de vue, nous ne manquons pas de leurs nouvelles. Jean Duperray, en parti-

culier, nous lance appel sur appel pour que nous nous manifestations davantage. Il a raison. Mais notre situation à Paris, et les multiples difficultés qui nous ligotent, il ne les voient pas assez. Ça ne fait rien : qu'il nous relance quand même !

Le congrès F.O. — Nous pourrions aussi, à son propos, énumérer nos sujets de satisfaction et nos sujets de mécontentement. Mais ça serait vite fait pour les premiers, et nous n'en finirions plus des seconds. En ce qui concerne l'affaire algérienne, il a été en retrait — et combien ! — sur le C.C.N. d'Amiens. J'y ai entendu personnellement le secrétaire de l'U.D. de Constantine dénoncer les fellagha comme « une bande de fascistes » (a-t-il remarqué qu'en Hongrie aussi, les insurgés étaient des « fascistes » ?) et se déclarer prêt à revêtir l'uniforme si M. Bourguiba n'était pas content ! Et il y avait grande mobilisation de « délégués » français d'Afrique du Nord. Pourtant, les congressistes africains étaient assez nombreux (les noirs surtout) et, eux, ils ne « débloquaient » pas.

Nous aurions voulu réunir quelques copains à l'occasion du congrès ; Martin, de l'Union locale de Cannes, est venu à notre réunion. Nous en avons vu plusieurs autres, mais ils n'ont pu se dégager, nous ont-ils dit, des tâches du congrès. Nous reconnaissons que Peyre, Laval et Hébert, entre autres, y ont fait du bon travail. Dans une lettre à Hagnauer, Hébert s'est déclaré prêt à participer à notre « Union des syndicalistes ».

Le Cercle des métallos. — Nous fondions beaucoup d'espoirs sur lui. Et il a bien du mal à démarrer. Cependant, c'est ici que, relativement, les forces manquent le moins et les éléments d'un travail utile, bien moins encore. Le Bras (des Compteurs de Montrouge) va s'en occuper. Il

me signale ce que peut révéler l'étude attentive du rapport financier de son comité d'entreprise (84 millions bouffés tous les ans !). C'est à rapprocher des scandales du comité d'entreprise de la Régie Renault et de l'étrange utilisation de son budget de 350 millions !

Rien que sur ce point des comités d'entreprise, nos camarades ne pensent-ils pas qu'il y aurait beaucoup de choses à dire ? Pourquoi le « Cercle des métallos » ne les dirait-il pas ?

Le Cercle ouvrier Renault. — On connaît ce petit groupe qui édite régulièrement « La Tribune ouvrière ». Nous avons eu un de ces représentants à notre première réunion. Mais nous ne les avons pas revus. Ils sont « purs » et ils se méfient. Les bonnes raisons ne leur manquent pas. Mais pourquoi ne s'extérioriseraient-ils pas davantage ?

Je suis allé à une de leurs réunions mensuelles d'éducation. Quelque chose d'émouvant en diable et qui remuait en moi de vieux souvenirs : une arrière-salle de café avec vingt-cinq assistants attentifs (dont sept jeunes femmes), la moyenne d'âge ne dépassant pas apparemment 30 ans. Et qu'écoutaient-ils, ces jeunes camarades ? Une conférence sur l'Inde, avec force détails géographiques, économiques et techniques. Et ils posaient des questions !

Nous pouvons saluer, les uns et les autres. Mais qu'est-ce qui empêche, bon Dieu, que, tout en continuant ce bon boulot, les camarades du groupe ouvrier Renault nous fassent connaître enfin — et à la classe ouvrière française — ce qu'est la forteresse Renault, principalement au point de vue de l'action ouvrière ? Qu'ils le fassent sans nous, s'ils le veulent. Mais qu'ils le fassent !

R. GUILLORE.

Suite des réponses au questionnaire de l'Union des Syndicalistes

De LACUEILLE (Cheminots) :

« Un cercle syndicaliste n'a d'utilité que s'il groupe des militants ayant des préoccupations communes et des compétences communes. Dans ces conditions, le cercle d'étude pourra être constitué sur le plan de l'entreprise et peut-être sur ceux de l'industrie et de la profession. Il sera généralement sans intérêt de constituer des cercles interprofessionnels à base territoriale.

« ... L'unité réelle (et pas seulement de façade) du mouvement syndical est une condition de force. A cause de la rivalité entre organisations, l'unité d'action est difficile à réaliser et surtout à poursuivre. L'efficacité du mouvement syndical me paraît être subordonnée à l'unité organique. Unité organique qui serait d'ailleurs conditionnée par certaines règles d'indépendance et de démocratie qu'il importe de définir préalablement.

« ... Dans l'industrie des chemins de fer, l'unité d'action est toujours difficile à réaliser par suite de la rivalité entre organisations syndicales et du sectarisme des dirigeants, plus particulièrement F.O. En 1953, une action simultanée s'est produite, mais en dehors des fédérations qui sont surtout intervenues pour négocier avec le patronat et le gouvernement et donner l'ordre de reprise du travail...

De G. GHERON (Métaux - Paris) :

« ... j'étais déjà, avant la guerre, adversaire des conditions abstraites de l'unité syndicale, telle qu'on la présentait et qu'elle a été faite, considérant qu'elle était plutôt un regroupement des dirigeants, sentant la volonté de la base de s'unir pour lutter, sans leur donner aucune garantie pour sauvegarder cette unité

« Aujourd'hui que l'on reparle encore une fois d'unité, je continue et continuerais à en être l'adversaire si elle se faisait dans les mêmes conditions. »

« ... Je crois que le moment est venu pour nous, syndicalistes révolutionnaires, de faire de nos organisations, non seulement des organismes de défense et d'amélioration, mais même des organismes constructifs à l'intérieur du régime capitaliste... »

De PADROS (du Cercle Pelloutier de Lyon) :

Ce camarade commente longuement la Charte d'Amiens en réponse à une opinion de Joseph Peirats, exprimée dans le journal « C.N.T. » de Toulouse. Celui-ci la dénonçait comme réformiste et « extirpant du syndicalisme toute aspiration transformatrice de la société ». Padros proteste contre le fait de séparer, comme on le fait souvent, certaines parties de la résolution d'Amiens d'autres parties qui lui redonnent son sens révolutionnaire.

« Elle posait, dit-il, les principes d'une société qui, ayant aboli le salariat, s'organiserait en partant de la production et de la répartition. Il y a, certes, à l'adapter, de nos jours aux progrès que les techniques ont apportés à la production, et compte tenu de l'expérience militante depuis deux guerres et deux révolutions, la dernière, celle d'Espagne, étant la seule dans notre époque qui ait fait les expériences pratiques préconisées par la Charte d'Amiens. »

« ... Pour que, de nos jours, la Charte d'Amiens puisse avoir toute son efficacité révolutionnaire, il serait utile que les camarades réfléchissent à une suggestion du camarade Gaston Lacarce (numéro de juin des « Cahiers du Socialisme libertaire ») et qui se résume par l'idée — qui n'est pas nouvelle — de syndicats de consommateurs et de coopératives de consommation. »

EN HAUTE-COUR !

Ainsi donc, vingt-quatre heures après l'ultimatum soviétique (l'ultimatum de la « fusée »), suivi de près par un autre, plus précis encore, de l'Amérique (les Etats-Unis s'opposent à toute tentative d' « introduire de nouvelles forces armées » au Proche-Orient), France et Angleterre viennent, au moment où j'écris, d'ordonner à leurs troupes de cesser le feu en Egypte, donc de capituler !

Nous nous réjouissons de cette capitulation, et ce n'est certes point à cause d'elle que nous demandons la Haute-Cour pour MM. Mollet et Pineau, traîtres à leurs peuples autant qu'au socialisme.

Mais c'est parce que le dommage qu'ils ont causé à la situation morale et politique, non seulement de la France, mais de tout l'Occident, est incommensurable.

Ils ont cyniquement renié l'engagement que la France avait pris en 1950 de garantir les frontières des Etats arabes avec Israël. Lorsque Israël a franchi la frontière égyptienne, non seulement ils ne l'ont pas arrêté, mais ils ont interdit aux Egyptiens de défendre leur frontière en leur ordonnant de ramener leurs troupes en deçà du canal de Suez, et, pour assurer l'exécution de cet ordre, ils ont submergé de bombes les troupes égyptiennes.

Puis, ils ont renié, à deux reprises, l'engagement qu'ils avaient pris, en adhérant à l'O.N.U., d'en respecter les décisions ; il a fallu la menace des fusées russes pour les y contraindre.

Ils ont violé les règles constitutionnelles en engageant une guerre et des crédits sans autorisation du Parlement.

Enfin, et surtout, ils ont ravalé la France au niveau de la Russie.

Ils ont cru profiter des événements de Hongrie, pensant que le forfait des Russes détournerait les yeux du monde de leur. Mais, au contraire, il ne faisait que le souligner.

Dans les deux cas, en effet, on se trouve exactement en présence du même objectif et des mêmes moyens.

Pour les Russes et les Franco-Anglais l'objectif était le même : rétablir leur domination sur un peuple qui venait de s'en délivrer, les Hongrois, la veille même, en obligeant les tanks russes à quitter Budapest, les Egyptiens quelques semaines auparavant, lorsque les troupes britanniques durent achever d'évacuer les abords du canal qu'elles occupaient depuis 74 ans. Et, pour rétablir leur domination, instituer à la place des gouvernements d'indépendance nationale qui s'étaient constitués, des gouvernements qui soient à leur dévotion : ici, renverser Nasser, là renverser Imre Nagy afin de remettre à leur place, ici, les pachas et les banquiers corrompus de l'ancien régime, là les « communistes » russolâtres.

Pour arriver à ce même résultat, le moyen aussi fut identique : la force nue ; ici les bombardements par avion, là le bombardement par tanks. Et si les victimes ont été sans doute moins nombreuses en Egypte qu'en Hongrie, il suffit d'ajouter aux premières, les Algériens tombés depuis deux ans, comme les Hongrois et les Egyptiens pour l'indépendance de leur pays, pour que la palme du nombre des tués revienne à l'Occident.

Parallélisme total, parallélisme effrayant : en

Hongrie la Russie ne fit que suivre l'exemple qu'étaient en train de lui donner en Egypte la France et l'Angleterre.

Voilà le crime, le crime abominable dont ceux qui s'arrogent le droit de parler et d'agir au nom de la France... et du socialisme, se sont rendus coupables. Le crime qu'on ne saurait pardonner.

Les dommages politiques qui ne sont d'ailleurs que la conséquence du dommage moral, ne sont pas moins considérables.

Tout l'Orient, du Caire à Jakarta, se trouve maintenant, en effet, définitivement perdu pour l'Occident, car la Russie vient d'apparaître nécessairement à tous ces pays — comble d'ironie ! — comme le seul garant de leur liberté. C'est la menace qu'elle a faite à la France et à l'Angleterre d'envoyer des fusées (sans doute atomiques) sur leur territoire, qui, seule, a mis fin à l'agression. C'est là un événement que, non seulement l'Egypte, non seulement les pays arabes, mais toute l'Asie n'oublieront point.

Les Russes, qui savent être aussi habiles, aussi « séduisants » quand il le faut, que brutaux lorsqu'ils le jugent nécessaire, sauront, on peut en être certain, utiliser leur nouvelle position de protecteurs de l'indépendance des peuples colonisés et ex-colonisés avec assez de doigté pour que leurs protégés ne s'en sentent point écrasés. Après avoir été, au cours du XIX^e siècle, le protecteur des peuples balkaniques contre l'empire ottoman, la Russie devient à partir d'aujourd'hui le protecteur de tout l'Orient contre les ambitions de l'Occident.

Car il est une chose dont il faut bien se pénétrer, c'est que la Russie peut se permettre, sans dommage pour elle, ce que l'Occident ne peut faire sous peine de suicide pour lui-même.

La Russie peut se permettre les tanks de Budapest ; la France et l'Angleterre ne peuvent se permettre les avions d'Egypte.

Si les opérations furent identiques dans leur nature, elles ne le sont point dans leurs conséquences.

Les Etats, comme le dit Montesquieu, périssent par « corruption » de leur « principe ». Le principe de la Russie, c'est le despotisme. Or, des événements, comme ceux de Hongrie, loin d'être la « corruption » du despotisme, n'en sont que la plus forte expression. La Russie néo-czariste ne sortira pas plus affaiblie des événements sanglants de Hongrie, que la Russie des Romanov ne sortit affaiblie du bain de sang dans lequel Nicolas le-Pendeur noya l'insurrection polonaise de 1830.

Il n'en est pas de même pour les puissances occidentales. Leur principe à elles, celui dont elles se réclament, est la liberté, et notamment la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Je sais bien que maints accrocs ont été faits par elles à ce principe, même depuis qu'il fut explicitement proclamé par Wilson au lendemain de la première guerre mondiale, et solennellement réaffirmé au cours de la seconde guerre par la charte de l'Atlantique.

Mais précisément, de ces accrocs, il est de moins en moins possible d'en faire, à mesure que la puissance russe grandit, car chaque accrocc contribue à affaiblir la position de l'Occident face au despotisme et que cet affaiblissement est de-

venu tel que toute nouvelle violation de son principe peut amener l'Occident à disparaître, à bref délai, lui et sa civilisation.

L'Occident ne peut vivre, ne peut continuer à se maintenir face à la force immense et rapidement grandissante que représente le despotisme oriental, qu'à la condition d'en être l'antithèse vivante et totale d'être le droit se dressant contre l'arbitraire, la liberté debout, contre l'autorité.

Le jour où la conduite de l'Occident devient telle que celui-ci ne peut absolument plus représenter aux yeux de quiconque, même dans une mesure approchée, le Droit et la Liberté, qu'il ressemble désormais comme un frère à son adversaire, ses Etats perdent par cela même toute raison d'être, et par suite, toute capacité de résistance : ils sont condamnés à être vaincus et à disparaître.

En employant contre le droit le plus certain, la force la plus brutale, Eden et Mollet ont contribué, plus que tous autres, à « corrompre » dans son essence même, le seul principe qui peut permettre à nos peuples de survivre. Voilà pourquoi il nous faut traduire Mollet et son complice Pineau en Haute-Cour. C'est le seul moyen pour la France de réaffirmer son « principe », celui dont elle a été la première à envoyer le message au monde, il y a quelque cent-cinquante ans. C'est la seule façon dont le peuple français peut se réhabiliter aux yeux des 64 nations qui ont voté contre lui et, à ses propres yeux, et d'être ainsi en mesure, à nouveau, de vivre et de se défendre.

Assez d'ordres du jour !

Je ne connais rien de plus écœurant que tous ces ordres du jour en faveur des Hongrois qui ont poussé en quelques heures sur tous les points de France, comme des champignons après une pluie d'orage.

Non seulement parce qu'en dénonçant le crime russe tout en se taisant sur le crime franco-anglais, ils enlèvent, par cela même, toute valeur à leurs protestations, mais aussi parce que ce dont ont besoin les Hongrois et tous les autres satellites, ce n'est pas d'ordres du jour, ce n'est pas de paroles et de protestations platoniques, mais d'armes et d'hommes. Ce n'est point avec des ordres du jour qu'on arrête des tanks.

Or non seulement aucune de ces protestations ne réclame des actes, mais si quelque gouvernement en proposait, s'il envisageait d'apporter une aide réelle, une aide armée aux insurgés de Budapest, vous verriez tous nos fabricants d'ordres du jour être les premiers à faire dans leur culotte.

Alors, Messieurs, taisez-vous ! C'est ce que vous avez de mieux à faire. Encourager les gens à se révolter, puis les laisser ignoblement tomber dès qu'ils suivent votre conseil, c'est une manière qui rappelle par trop celle des agents provocateurs.

R. LOUZON.

Salaires et prix⁽¹⁾

Camarades,

Voici déjà un siècle que, devant une petite assemblée comme celle de ce soir, composée de délégués syndicaux, mais de délégués de syndicats britanniques, Karl Marx exposait comment, contrairement à une opinion courante, les prix sont indépendants des salaires, et qu'ainsi les salaires peuvent être augmentés sans que les prix augmentent. Or donc, cent ans plus tard, nous voici, une fois de plus, devant la même question : c'est que c'est une question qui se pose périodiquement à la classe ouvrière ; plus précisément, chaque fois qu'elle réclame une augmentation de salaires. Car alors, en effet, le même cri s'élève aussitôt de la bouche de tous les porte-parole de la bourgeoisie : vous voulez des salaires plus élevés, mais vous allez faire monter les prix !

Or, c'est là une erreur totale, qui se base sur une « fausse évidence », et c'est la fausseté de cette « évidence » que je voudrais étaler devant vous.

Les deux affirmations que l'on fait couramment sont celles-ci :

1. — A toute hausse des salaires correspond une hausse des prix ;

2. — Lorsque les prix montent, les salaires ne montent jamais autant que les prix, ils sont toujours « à la traîne », si bien que la hausse des

prix entraîne toujours une baisse du salaire réel, une baisse dans le pouvoir d'achat du travailleur.

Eh bien ! si vous le voulez, examinons ces deux points séparément.

La hausse des salaires entraîne-t-elle la hausse des prix ?

Pour répondre à cette première question, regardons d'abord les faits.

Il en est un qui n'est pas niable et que chacun de vous a pu constater, c'est que depuis quatre ou cinq ans, les prix sont demeurés à peu près stables : l'indice officiel du coût de la vie était de 150 au début de 1952 et il était de 148 fin septembre dernier ; malgré tous les truquages auxquels les statistiques officiels peuvent se livrer, ces chiffres ne pourraient cependant être donnés s'il y avait eu vraiment pendant toute cette période une hausse importante du coût de la vie.

Or, quel est celui d'entre vous qui a aujourd'hui le même salaire qu'en 52 ? Souvenez-vous du salaire que vous aviez il y a quatre ans et de celui que vous touchez aujourd'hui, et vous verrez la différence !

D'une statistique établie par la Chambre syndicale patronale de la métallurgie parisienne — qui ne peut donc être contestée par le patronat, — l'indice du coût de la vie dans la région parisienne est passé de 150 à 145 entre le début de l'année 52 et la fin de 55, alors que le salaire moyen de l'ouvrier métallurgiste parisien passait, dans le même temps, de l'indice 160 à l'indice 200, c'est-à-dire augmentait de 25% (2).

(2) Ces chiffres, ainsi que ceux que nous donnons par la suite, ont été publiés dans la « R.P. » à diverses époques.

(1) Causerie faite le 16 septembre 1956 à l'Union locale F.O. de Cannes. Elle traite d'un sujet dont les lecteurs de la « R.P. » ont souvent été entretenus, mais sur lequel il n'est peut-être pas inutile de revenir en un moment où une nouvelle vague revendicative semble devoir prendre naissance, et où, en conséquence, le vieil argument contre la hausse des salaires est repris à satiété par tous les agents du patronat, avoués ou honteux, y compris les « socialistes du gouvernement ».

Ainsi donc, alors que les salaires augmentaient du quart, les prix, eux, ne montaient pas, mais même baissaient légèrement !

Comment, après cela, après une telle expérience, après que durant près de six ans les salaires sont montés presque continuellement, et qu'aucune hausse n'était enregistrée dans les prix, peut-on oser nous raconter que toute hausse des salaires entraîne inévitablement une hausse des prix ?

Voyons maintenant pourquoi il en est ainsi.

L'observateur superficiel se dit : voici comment se fixent les prix, c'est bien simple : le patron établit à combien un objet lui revient, il y ajoute un certain pourcentage pour son bénéfice, et ça donne le prix de vente ; donc, si le patron augmente le salaire de ses ouvriers, l'objet va lui revenir plus cher, et comme il ne veut pas voir diminuer ce qu'il gagne, il continuera à ajouter à son prix de revient maintenant plus élevé, le même pourcentage, et le prix de vente s'en trouvera donc plus élevé.

Mais cela est tout à fait faux ; car, malgré les apparences, ce n'est pas du tout ainsi que se fixe le prix de vente. S'il en était ainsi, les prix de vente seraient astronomiques, car les patrons désirent toujours avoir les plus gros bénéfices possibles, et s'il leur était loisible, par un simple changement d'étiquettes, de modifier le prix de vente de leurs marchandises, il n'y aurait aucune raison pour qu'ils se contentent de 10, 20 ou 100 pour cent de bénéfice. En fait, il y a un plafond du prix de vente, et ce plafond ce n'est pas le vendeur, mais l'acheteur qui le fixe, car si l'acheteur n'a pas de quoi se payer une marchandise à un certain prix, eh bien ! c'est simple, il ne l'achètera pas, et la marchandise restera pour compte entre les mains de son producteur ; celui-ci aurait fait un très beau bénéfice s'il avait vendu au prix qu'il avait fixé, mais s'il ne vend pas... au lieu d'un bénéfice, il fait une perte sèche.

Lorsqu'un producteur met en vente sa marchandise à un prix qu'il détermine en augmentant le prix de revient de 20 % pour son bénéfice, il ne procède ainsi que parce que l'expérience lui a enseigné que pour ce genre de marchandises, on trouve généralement acheteur à un prix calculé de cette manière, mais soyez sûr que s'il ne trouve pas acheteur à ce prix, il le baissera, et qu'il le montera, au contraire, si les acheteurs se précipitent. Le prix de vente établi d'après le prix de revient plus un pourcentage pour le bénéfice n'est que l'équivalent de ce qu'est la « mise à prix » dans les ventes aux enchères. C'est une base de départ.

C'est donc le pouvoir d'achat de l'acheteur et sa volonté d'acheter qui déterminent seuls, en réalité, le prix de vente, et nullement la volonté du vendeur de faire tel ou tel bénéfice. Or, comme le pouvoir d'achat des acheteurs, dans l'ensemble, n'est pas modifié par une hausse des salaires, la hausse de ceux-ci est sans influence directe sur les prix. Voilà donc pourquoi, depuis 1952, les prix ont pu rester stables, bien que les salaires aient monté.

Pour établir cela d'une façon peut-être plus frappante, prenons un exemple dans la production agricole.

Vous savez qu'un mode fréquent de rémunération du travail dans l'agriculture est le métayage : une partie de la récolte va au travailleur qui a fait pousser la récolte et l'autre est prise par le propriétaire pour son bénéfice, tout comme la valeur d'une partie de ce que le travailleur industriel a fabriqué lui est remise comme salaire, tandis que l'autre est conservée par le patron comme bénéfice. Eh bien ! supposez, — et le fait s'est déjà produit, — que les contrats de métayage soient

modifiés de telle manière qu'une plus grosse proportion de la récolte, mettons les deux tiers au lieu de la moitié, aille au métayer ; est-ce que cela modifiera le prix auquel seront vendus le blé, l'avoine ou le vin ? Est-ce qu'il suffira aux propriétaires de dire : nous voulons que nos fermes nous rapportent autant qu'auparavant, donc nous allons augmenter le prix du blé ou du vin de façon à ce que le tiers de la récolte se vende au même prix que celui auquel s'en vendait jusqu'ici la moitié ?

Il est bien évident que non ! Le prix des denrées agricoles n'est pas fonction de la proportion selon laquelle elles se répartissent entre le propriétaire et le métayer ; de même le prix des produits industriels n'est pas fonction de la proportion selon laquelle leur valeur est répartie entre le patron et l'ouvrier.

Voici donc, camarades, un premier point acquis. La hausse des salaires ne fait pas monter les prix. Seulement il arrive à ceux-ci de monter, comme nous le savons tous, qu'il y ait eu hausse de salaires ou non.

A quoi sont dues ces hausses de prix ?

Répondre à cette question d'une manière générale et précise nous entraînerait bien au-delà de notre sujet. Je rappellerai donc simplement qu'au moins à notre époque, le principal facteur de hausse des prix est l'« inflation », c'est-à-dire le fait que l'Etat fait tirer des billets de banque supplémentaires pour effectuer les paiements qu'il a à assurer et pour lesquels il n'a pas d'argent. L'inflation crée une augmentation des billets en circulation, donc du pouvoir d'achat, sans qu'il y ait augmentation de la quantité de marchandises à vendre ; il y a donc un excès de billets, un excès du pouvoir d'achat, excès qui se résorbe, plus ou moins rapidement, par la hausse du prix des marchandises existantes.

Cela nous amène à la seconde question : Tous- qu'il y a une hausse des prix pour une raison quelconque, pour cause d'inflation par exemple, est-ce que les salaires doivent nécessairement augmenter moins vite que les prix, ou bien, au contraire, peuvent-ils augmenter aussi vite, et même plus vite ?

Des salaires qui montent plus vite que les prix

Eh bien, camarades, commençons, ici aussi, par regarder les faits.

Je ne voudrais pas vous ennuyer avec des statistiques, cependant je crois nécessaire de vous en donner un certain nombre, choisies à différentes époques et en différents pays afin de vous montrer que, contrairement à ce que l'on croit, il arrive que les salaires montent plus vite que les prix, et que cela est loin d'être exceptionnel.

Remontons d'abord au siècle dernier, à l'époque de la monnaie-or, c'est-à-dire à une époque où il commençait à y avoir déjà beaucoup de billets de banque en circulation, mais où ceux-ci étaient toujours échangeables contre le montant de pièces d'or qui y était indiqué, aux guichets de la banque qui les avait émis, et prenons notre exemple en Angleterre, le pays le plus industrialisé de l'époque.

De 1850 à 1875, le coût de la vie en Angleterre augmenta de 24 %, mais les salaires nominaux y avaient tellement augmenté que le salaire *réel*, le salaire en pouvoir d'achat de l'ouvrier anglais s'était accru de 33 %.

Passons à ce siècle-ci, après que la monnaie de papier eut remplacé la monnaie-or : en France, lors de la grande hausse des prix qui se mani-

féta pendant la guerre de 1914 et dans les années qui suivirent, avec 100 pris comme indice des prix de détail et indice des salaires pour 1914, l'indice des prix de détail monta à 332 en 1923, mais l'indice des salaires montait, lui, à 472, soit donc une hausse du salaire réel de 40 %.

Venons-en maintenant à la période de la seconde guerre mondiale.

En Suisse, pays où la guerre fit également monter les prix, mais moins qu'en France, on constate que, de 39 au début de 47, le coût de la vie avait augmenté de 55 %, mais qu'en même temps le salaire moyen s'était accru de 70 %, soit une hausse du salaire réel de près de 10 % ;

En Amérique enfin, alors que, de 40 au début de 48, le coût de la vie n'avait augmenté que de 67 % le salaire moyen des ouvriers métallurgistes s'était accru de 81 %, soit une augmentation du salaire réel de près de 9 %.

Vous voyez, par ces quelques exemples, combien est fautive cette croyance si répandue que les salaires ne peuvent jamais rattraper les prix, et encore bien moins les dépasser.

Cependant, est-ce que cela veut dire qu'il en est toujours ainsi ? Qu'il suffit que les prix montent pour que les salaires montent encore plus vite ?

Nullement !

Car il existe aussi des cas où c'est le contraire de ce que nous venons de voir, des cas où la hausse des salaires ne correspond nullement à celle des prix.

Et ici, il me suffira de citer un seul exemple, car cet exemple, lui aussi, vous l'avez presque tous vécu : c'est celui de la France après cette dernière guerre. Les prix de détail à Paris et les salaires étant supposés égaux à 100 en 1939, l'indice des prix de détail avait grimpé à 851 en octobre 46, alors que l'indice des salaires n'était qu'à 417. Le pouvoir d'achat du travailleur avait diminué de 50 % !

Cet exemple, camarades, vous fait toucher du doigt, vous fait voir immédiatement sans même que j'aie besoin de vous le dire, la raison pour laquelle, dans certains cas, le salaire s'accroît malgré la hausse des prix, tandis que dans d'autres, c'est à son effondrement qu'on assiste.

Dans tous les cas où nous avons vu le salaire monter plus vite que les prix, il s'agissait, en effet, de pays et d'époques où la classe ouvrière était bien organisée, consciente de ses intérêts de classe et fermement décidée à les défendre. Par contre, 45, 46, c'était, en France, l'époque du « retrouvez vos manches ! », celle où une classe ouvrière mystifiée, au lieu de se laisser guider par son seul intérêt de classe, obéissait servilement aux ordres des mauvais bergers qui, pour servir les intérêts d'une dictature étrangère, exigeaient d'elle qu'elle « produise d'abord », afin de ne « revendiquer qu'ensuite ».

Le résultat est là.

Dans les mêmes conditions politiques générales, c'est-à-dire après une grande guerre qui s'était traduite par de nombreux morts et de nombreuses destructions, et avait entraîné une inflation presque du même ordre de grandeur, la classe ouvrière française, jouissant encore de l'élan que lui avait donné la grande période de combats du syndicalisme révolutionnaire des années 1900, fait augmenter son salaire réel de 40 % en 1920, tandis que, vingt-cinq ans plus tard, cette même classe ouvrière émasculée par la croyance mystique en un « sauveur suprême », accepte de ne point se battre, et voit son salaire réel diminuer de 50 % !

Que les prix montent, baissent ou demeurent stables, le salaire réel du travailleur ne s'élève que quand la classe ouvrière est résolue à le faire s'élever et à lutter pour y parvenir.

Il faut cependant ajouter que si la volonté ouvrière est le facteur essentiel, déterminant, celui qui décide si le salaire réel augmentera ou non, cette volonté est amenée à s'exercer dans des conditions économiques et sociales qui sont plus ou moins favorables, et donc, que, selon la situation, la lutte aura besoin d'être plus ou moins âpre, plus ou moins longue avant qu'on ne parvienne à la victoire.

Or, parmi ces conditions économiques et sociales, figure en premier lieu le degré d'activité économique.

Si les affaires marchent bien, si les usines tournent à plein, si les acheteurs se pressent, il va sans dire qu'un mouvement revendicatif a plus de chances de réussir et avec moins de sacrifices que si l'on est plus ou moins en état de crise, si le patron ne demande qu'à tourner au ralenti, ou même pas du tout, et que des colonnes de chômeurs attendent à la porte.

Or, c'est un fait, les périodes de hausse des prix, soit que la hausse soit la conséquence de l'activité des affaires, soit qu'elle en soit la cause (comme dans le cas de l'inflation), les périodes de hausse des prix, dis-je, coïncident toujours avec des moments de prospérité économique. C'est pourquoi, contrairement à ce que l'on est souvent porté à croire, la hausse des prix est un phénomène qui sert les intérêts de la classe ouvrière, à la seule condition que celle-ci soit consciente et combative, et c'est aussi ce qui explique les hausses spectaculaires des salaires réels que nous avons vues se produire durant certaines périodes de montée des prix, hausses qui n'auraient certainement pas pu être obtenues en période de baisse des prix, ni même sans doute au moins dans cette proportion, en période de stabilité des prix.

Résumons-nous :

1. — Il est faux que la hausse des salaires entraîne la hausse des prix. Les prix dépendent du pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs et ce pouvoir d'achat, au total, n'est pas influencé par une hausse des salaires, car ce qui va en plus aux salariés, va en moins aux bourgeois.

2. — Si une hausse des prix a lieu, ce n'est point une catastrophe pour la classe ouvrière ; au contraire, car la grande activité économique qui accompagne toujours une hausse des prix, permet plus facilement de vaincre le patron et d'obtenir une augmentation du salaire réel.

Mais, pour que cela soit, il faut que la classe ouvrière *le veuille*, qu'elle ne se laisse donc ni tromper, ni endormir par les donneurs de conseils intéressés ou par les faux prophètes.

Ici, comme en tout, LE SALUT EST EN VOUS !

R. LOUZON.

Si vous voulez
LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME
c'est-à-dire :

un syndicalisme libre et efficace
sur le plan national et international,
vous aiderez au regroupement
de tous les syndicalistes.

Vous soutiendrez

L'UNION DES SYNDICALISTES

Vous diffuserez partout sa première brochure
L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS
(avec une préface de Pierre Monatte :
1906-1956).

L'exemplaire : 50 fr. Colis de 20 : 500 fr.,
de 10 : 300 fr., de 5 : 200 fr.

Le malaise social sous le gouvernement de la "Révolution libératrice"

Un des problèmes les plus aigus parmi ceux que connaît l'Argentine depuis la chute du régime « justicialiste », est sans aucun doute le problème économique et social, singulièrement aggravé par l'intransigeance et l'esprit de revanche du patronat — encouragé par un gouvernement qui, non seulement se déclare démocratique, mais se montre partisan de la « libre entreprise » — par la situation particulière que connaît le mouvement ouvrier soumis à l'intervention du pouvoir, enfermé dans la structure hypercentralisée de la C.G.T. et privé, par conséquent, de la possibilité de se déterminer par lui-même, du moins pour ce qui concerne la grande majorité des syndicats existants.

L'exploitation démagogique des revendications ouvrières servit de tremplin au péronisme pour conquérir le pouvoir. Pendant les années « grasses » — de 1945 à 1950 — les travailleurs obtinrent de nombreux avantages par voie de décrets, soit sous forme d'augmentations des salaires, soit sous celle d'améliorations diverses, en même temps que la liberté syndicale et le droit de grève se trouvaient supprimés.

A partir de 1950, le pouvoir d'achat des salaires alla diminuant progressivement et le gouvernement se fit de plus en plus avare de concessions. C'est ainsi qu'en février 1954, lors du renouvellement des accords collectifs du travail, valables pour deux ans, les ouvriers durent accepter des augmentations de salaires dérisoires en comparaison avec la hausse du coût de la vie. Malgré une forte pression exercée par les autorités, de grandes grèves éclatèrent dans plusieurs corporations, notamment chez les métallurgistes, lesquels ne voulurent pas accepter les « améliorations » imposées grâce à la farce des « accords ». Les décisions gouvernementales l'emportèrent évidemment. Le déclin général des activités économiques contribua à réduire davantage le niveau de vie des travailleurs, si bien qu'en septembre 1955, au moment où éclata la révolution, il était possible de dire que ce niveau était en fait inférieur à celui existant avant l'avènement de Peron. Soit dit en passant, cette situation n'affecta pas la mystique créée autour du « leader », du moins pas dans la mesure souhaitable.

Au moment où survint la révolution, — appelée « libératrice » — la situation des salariés, de même que celle des couches inférieures de la classe moyenne, était donc plutôt précaire. Les chefs révolutionnaires, le général Lonardi d'abord, l'actuel président provisoire, le général Aramburu ensuite, affirmèrent solennellement que les conquêtes ouvrières seraient « respectées et développées ». Mais en même temps, conformément à l'opinion de leurs conseillers économiques, ils se déclarèrent d'accord pour mener une politique favorable au capitalisme national et aux capitaux étrangers. Les fondateurs de cette politique de « réactivation » économique devaient être l'augmentation de la productivité, une extension des activités agricoles et de l'élevage, et l'accroissement des exportations. Pour augmenter la productivité, les techniciens gouvernementaux soutenaient notamment qu'il fallait éliminer tous les freins de caractère syndical qui empêchent le libre emploi de la main-d'œuvre. Ils estimaient également utile de créer un type de salaire « stimulant », c'est-à-dire un système apparenté au travail au rendement. Par-dessus tout, ils insistèrent sur la nécessité de ne pas accorder d'augmentation massive des salaires, ce qui, à leur avis, eût conduit à la catastrophe économique.

Tout en reconnaissant que les salaires en vigueur étaient hors de proportion avec le coût de la vie, ils affirmèrent que toute augmentation des rémunérations ne pouvait être conçue que comme résultat d'une plus grande productivité et de la réduction des taux des bénéfices des commerçants et des industriels.

De tout cela, les patrons ne comprirent que ceci : qu'il ne fallait pas augmenter les salaires ou ne les augmenter que le moins possible ; qu'il fallait éliminer toute intervention syndicale dans les entreprises, et enfin qu'il fallait exiger des ouvriers une plus grande production avant de leur accorder un avantage quelconque. En résumé, la « réactivation » économique dont il était tant parlé devait être obtenue aux dépens des travailleurs ; en aucune circonstance il ne fut question de la contribution patronale à l'amélioration de la productivité, soit par une meilleure organisation industrielle, soit par la modernisation de l'outillage. Aussi, les associations d'employeurs s'engagèrent-elles dans une véritable offensive antiouvrière, laquelle se traduisit par des renvois injustifiés, la non-reconnaissance des délégués et des conseils d'entreprises, la suppression des catégories de travaux insalubres considérés comme tels depuis plusieurs années, le refus de payer les heures supplémentaires aux taux spéciaux, etc. Actuellement, cette offensive atteint son objectif principal par la décision patronale de refuser toute revendication ouvrière lors de la discussion des nouveaux accords de travail au sein des commissions paritaires. Quand l'entente ne peut être réalisée — ce qui est le cas général — le différend est tranché par un tribunal d'arbitrage désigné par le gouvernement, et dont les décisions sont sans appel. Connaissant les consignes officielles répétées, en ce qui concerne la productivité et l'opposition aux augmentations massives de salaires, les patrons comme les ouvriers savent quelle sera la décision arbitrale : un jugement favorable aux premiers. Et ce jugement a, sous quelque forme, force de loi.

En fait, l'offensive patronale est appuyée par l'Etat qui dispose, en ces circonstances, de puissants moyens de contrôle et de coercition s'exerçant sur les travailleurs, moyens mis en place sous la dictature et précisément dans ce but.

Ces ressorts techniques sont à la disposition du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, celui-ci ayant pouvoir de reconnaître ou de refuser la « personnalité représentative » aux syndicats. De même, par décision d'un fonctionnaire occupant le poste de Directeur national du travail et de l'action sociale, il peut déclarer illégale n'importe quelle grève ouvrière. Ce même fonctionnaire possède ou s'attribue tous les pouvoirs de contrôle du mouvement ouvrier et toutes les prérogatives pour régler les relations dans le domaine du travail. Cette institution typiquement péroniste a été conservée intacte, avec sa structure bureaucratique inchangée, et les expériences tentées jusqu'à présent prouvent qu'elle a fonctionné pleinement pour repousser les revendications ouvrières, favoriser la non-application des accords existants du côté patronal, déclencher les repréailles antiouvrières.

Fait significatif : la plupart des membres du groupe d'assistants juridiques qui entoure le ministère du Travail sont avocats des grandes entreprises, rétribués par celles-ci, et prétent gratuitement leurs services au ministère « pour collaborer au succès de la révolution et de la démocratie »...

Quand, en février dernier, les accords de travail — imposés plus que négociés, en 1954 — arrivèrent à expiration, ce ministère décréta une augmentation extraordinaire des salaires de 10 %, ce qui, en raison du coût de la vie, constituait un relèvement dérisoire. En même temps, le ministre décida que des commissions paritaires devaient être constituées dans toutes les industries dans le but de discuter des nouvelles conventions. Ces commissions se réunissent à Buenos Aires et leurs décisions sont théoriquement valables pour l'ensemble du pays. Le décret en question établissait que les commissions paritaires ne pouvaient discuter que de deux sujets : les salaires et la productivité ; ce qui signifiait que les revendications ouvrières autres que celles portant sur la paie se trouvaient éliminées. Les délégations patronales exploitèrent cette clause au maximum et se refusèrent à aborder toute question non mentionnée dans le décret. Par contre, elles furent moins formalistes quand il fallut appliquer le même décret en ce qui concernait l'augmentation de 10 %. De nombreux industriels se refusèrent tout simplement à payer l'augmentation et des grèves éclatèrent pour l'imposer.

L'immobilisme du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale en certains cas, son attitude patronale évidente en d'autres cas, ont provoqué un profond malaise parmi les travailleurs, et plusieurs corporations importantes se préparent à déclencher une grève. L'effet de ce malaise semble s'être manifesté dans les sphères gouvernementales mêmes. En effet, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le ministre du Travail, Di Migone, et le directeur national du Travail, le capitaine de corvette Cabut, ont présenté leur démission. On ne peut encore prévoir dans quelle mesure ces démissions influenceront sur la politique officielle suivie dans le domaine ouvrier.

Peut-être quelques concessions seront-elles accordées, de façon à réduire le mécontentement, mais il est peu probable que se manifeste un changement fondamental, en raison des forces en jeu et de l'orientation sociale du gouvernement. Cette orientation a été révélée par une déclaration du président provisoire, le général Aramburu, suivant laquelle l'agitation ouvrière actuelle serait artificiellement fomentée par les communistes.

Nous devons préciser que les éléments communistes font ce qu'ils peuvent pour pêcher en eaux troubles et s'allient aux péronistes qu'ils tentent d'attirer dans leur camp. Mais leur influence réelle sur le mouvement ouvrier est peu importante ; elle serait moindre encore si le gouvernement et ses conseillers ne faisaient leur jeu en leur attribuant un rayonnement qu'ils sont loin de posséder.

Ajoutons que l'offensive s'opposant aux revendications ouvrières n'est pas seulement menée par l'élément patronal, c'est-à-dire par les employeurs de l'industrie privée. L'Etat y participe, comme employeur adoptant une même attitude. Un exemple typique en est donné par le ministère des Transports, lequel, par le canal de la Flotte Argentine de Navigation d'Outre-Mer (F.A.N.U.) a prétendu ignorer la Fédération Ouvrière des Constructions Navales et a mis à pied cinq mille ouvriers de cette entreprise en réponse à une pétition qui réclamait la journée de six heures. Ce lock-out à caractère provocateur se heurta à l'attitude très ferme de la Fédération, qui accepta la lutte et dénonça en termes vigoureux l'attitude antisyndicale du ministère. Il s'ensuivit un procès d'« injure à ministre », ouvert contre le camarade Domingo Trama, secrétaire de la vieille organisation aguerrie des constructions navales. De même, les corporations maritimes et divers secteurs de cheminots, les tramotins et quelques autres travailleurs des services publics se trouvent encore, ou ont été en conflit, avec le ministère des Trans-

ports, lequel constitue l'entreprise possédant le plus grand nombre de salariés du pays.

Un autre des puissants instruments de contrôle et de pression sur les travailleurs réside dans l'intervention de l'Etat au sein de la C.G.T. et de la plupart des fédérations et des syndicats. On sait que la C.G.T., de structure centraliste avant Peron, se transforma au cours des dix dernières années en centrale verticale et totalitaire, à la disposition du dictateur, devenant ainsi sa principale base de soutien. En novembre 1955, le gouvernement Aramburu décida d'intervenir au sein de la centrale et de ses filiales, répondant en cela à la demande de nombreux militants ouvriers, lesquels voyaient en cette mesure inhabituelle le seul moyen d'éliminer les hiérarques péronistes qui demeuraient à la tête des syndicats et de permettre à ces derniers de se réorganiser démocratiquement, c'est-à-dire par l'intervention directe des travailleurs. Les « interventores » furent presque tous choisis parmi les militaires de l'armée et de la marine et désignés pour participer à l'assainissement des secteurs ouvriers déterminés. En théorie, leur intervention ne pouvait avoir d'autre objet que la « déperonisation » et la remise en marche normale des organisations syndicales. Mais du fait que furent maintenues et la structure et les méthodes centralistes de la C.G.T. péroniste, et que, d'autre part, les « interventores » se considérèrent dans leur immense majorité comme investis d'une autorité sans limite sur les travailleurs, ces derniers ne ressentirent aucun changement et se trouvèrent limités dans leur liberté de choix et de détermination autant que précédemment. Cela, ajouté au mécontentement signalé plus haut, fait que les éléments démagogiques, péronistes et nationalistes, soutenus par les communistes, parviennent à influencer des corporations, qui, en des circonstances normales, les auraient rejetés.

La reconquête de l'indépendance et de la liberté d'organisation du mouvement ouvrier, objectif premier des efforts déployés par tous les militants conscients, rencontre donc de nombreuses difficultés. Sans doute, diverses fédérations et divers syndicats locaux ont été réunis pour procéder à des élections. Mais ce renouvellement s'effectue dans le cadre de la C.G.T. ancienne et dans l'ambiance d'une centrale et de fédérations d'industrie soumises à l'intervention. Le gouvernement actuel, de même que certains groupements politiques qui espèrent lui succéder, prétendent de toute évidence maintenir le contrôle du mouvement ouvrier, et rien ne leur paraît plus utile que de conserver la structure centraliste et bureaucratique laissée par le péronisme.

La situation ouvrière et sociale se présente par conséquent confuse, difficile et pleine de dangers, en ce qui concerne le retour à la liberté syndicale et le rétablissement des libertés publiques en général. Le danger le plus grand ne se trouve pas dans les mesures antiouvrières du gouvernement, ni dans l'offensive patronale. Le danger véritable, à mon avis, réside dans le fait que l'ambiance ouvrière et l'atmosphère politique puissent de nouveau être intoxiquées par des consignes et des formules démagogiques et que nous en revenions à la triste expérience des douze dernières années.

Le mécontentement social, nous ne le savons désormais que trop, n'est pas en soi un facteur de progrès, de libération et de justice sociale. Dans l'actuelle conjoncture argentine, nous croyons fermement que l'avenir de la liberté, avec tout ce qu'il implique, dépend essentiellement du mouvement ouvrier, de sa capacité à se dégager des entraves qui aujourd'hui le lient, et à briser l'offensive patronale, sans tomber dans le piège d'une démagogie, ancienne ou nouvelle.

Jacobo PRINCE.

Sur la libération des peuples colonisés

A. Polito, d'Alger, a adressé à Roger Hagnauer cette deuxième lettre, par laquelle il a tenu à répondre aux commentaires qui ont accompagné sa lettre de désabonnement :

Puisqu'il vous semble encore possible de débattre avec moi du problème algérien, permettez-moi de vous exposer les réflexions que m'inspirent les commentaires dont vous avez fait suivre ma lettre, dans le numéro de juin de la R.P.

« La lutte pour la libération des peuples colonisés a orienté la « R.P. » depuis sa fondation » dites-vous. Encore convient-il de préciser ce qu'on entend par libération d'un peuple. Est-ce le libérer que de l'abandonner aux exactions de fanatiques qui coupent sauvagement le nez et les lèvres de leurs coreligionnaires quand ceux-ci se permettent de continuer à fumer, qui égorgent sans pitié ceux qui ne veulent pas se soumettre à leur loi ?

Car c'est un fait : les victimes des fellagha sont dix fois plus nombreuses parmi les Musulmans que parmi les Européens. Encore serait-il possible de trouver sinon une justification du moins une explication à ces crimes, si les victimes étaient de gros possédants jugés responsables de la misère du peuple ; mais ce sont le plus souvent d'humbles travailleurs coupables aux yeux des fellagha d'être restés fidèles à l'amitié qui les liait à leurs frères de travail européens.

Pour nous, la libération du peuple algérien ne peut résulter que de l'élimination des injustices, de l'institution d'une égalité véritable, politique et économique de tous les citoyens. C'est précisément le but que se propose le gouvernement Guy Mollet.

Je sais bien que c'est là une tâche difficile et qu'il faudra, pour la mener à son terme, surmonter bien des difficultés, et d'abord vaincre l'égoïsme social qui règne dans certains milieux algériens, égoïsme que, pour notre part, nous avons toujours dénoncé.

Vieux militant socialiste et syndicaliste, voilà quarante ans que je joins mes efforts à ceux des démocrates de ce pays qui luttent contre l'intransigeance de ces milieux réactionnaires, jaloux de leurs privilèges. Aussi est-il superflu de me rappeler « le triste échec du socialiste Chataigneau » contre qui ces privilégiés se sont en effet dressés, comme ils se sont dressés contre Guy Mollet le 6 février dernier, comme ils s'étaient dressés en 1936 contre Violette alors gouverneur général de l'Algérie parce qu'il voulait accorder quelques droits à un petit nombre de Musulmans, comme ils s'étaient dressés en 1936 contre le projet de loi Blum-Violette.

Mais si notre éminent camarade Chataigneau, malgré le soutien que nous lui avons localement apporté, a succombé, si Violette et si Blum ont dû céder devant l'intransigeance des maires d'Algérie, c'est parce que le soutien du parlement et de l'opinion publique métropolitaine leur fit défaut.

Aujourd'hui, la situation est différente. Les événements douloureux qui depuis deux ans bouleversent l'Algérie ont secoué l'indifférence de la métropole, et l'opinion française, dans sa grande majorité, est maintenant favorable à la politique de réformes hardies voulue par le gouvernement.

Au lieu d'encourager les Musulmans à la rébellion, il convient au contraire de les convaincre qu'ils peuvent enfin avoir confiance dans la parole du représentant de la France, et leur donner l'assurance que les réformes de justice et de progrès, trop longtemps attendues, seront cette fois appliquées. Robert Lacoste s'est fort bien passé de l'avis des maires d'Algérie pour en commencer l'application. Par ailleurs, la nomination au poste de directeur des réformes de Lucien Paye, ancien collaborateur de Chataigneau, au gouvernement général de l'Algérie, est un gage de plus de cette volonté du gouvernement Guy Mollet.

Contrairement à ce que vous semblez croire, je ne suis pas de ceux qui « reprochent au gouvernement sa mollesse dans la répression ». J'ajoute qu'il est faux de parler de répression. Des consignes précises et formelles ont en effet été données par R. Lacoste aux chefs militaires pour que l'action des soldats français n'inquiète en aucune manière les populations et ne s'exerce que contre les rebelles armés.

Je sais bien que dans l'atmosphère d'un combat, ou devant le spectacle d'actes de sauvagerie, il est parfois difficile de faire respecter de semblables consignes. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que la mission confiée à l'armée n'est pas d'exercer des représailles, mais seulement de protéger les populations musulmanes et européennes contre le banditisme et les atrocités des fellagha.

Vous écrivez aussi : « On peut être syndicaliste... français (! ?) ». Que signifient ces points d'exclamation et d'interrogation ? Seriez-vous assez peu renseigné sur les choses d'Algérie pour ignorer qu'aucune discrimination n'était faite dans les syndicats d'Algérie où, jusqu'ici, militaient côte à côte, dans la plus fraternelle camaraderie, tous les travailleurs, quelle que soit leur origine ethnique ?

Si, depuis quelques mois, des Musulmans abandonnent ces syndicats, c'est sous la menace des séparatistes, fanatiques et racistes. Mais cette désaffection ne nous est pas imputable et n'a rien à voir, croyez-moi, avec le syndicalisme tel que vous le concevez à la « R. P. ».

Dans un syndicat que je connais bien, celui des instituteurs, cette fusion fraternelle de tous les éléments ethniques est parfaite depuis bien longtemps déjà. Au sein du S.N.I., l'égalité est totale, tous les syndiqués y sont égaux en droit, en devoirs et en dignité. Les responsabilités y sont assumées par les meilleurs, sans distinction d'origine. Durant plusieurs années, c'est, du reste, un collègue d'origine musulmane, notre camarade Rahmani, qui a dirigé le groupement d'Alger du S.N.I., à la satisfaction générale.

Pour conclure, laissez-moi vous dire, mon cher collègue, que ce qui m'irrite, ce qui m'empêche de supporter plus longtemps la lecture de la « R.P. », ce sont les accusations gratuites portées contre le gouvernement de la France et contre les Français d'Algérie que vous unissez dans votre réprobation, les petits que nous sommes étant souvent à vos yeux plus anti-indigènes que les gros.

Craignez que les fellagha ne trouvent dans vos accusations la justification de leurs assassinats et l'encouragement à poursuivre la lutte.

Si je comprends bien, Polito compte sur nous pour faire comprendre à la population musulmane que « cette fois, les réformes de justice et de progrès seront appliquées ». Je n'ironise pas. Ce serait l'indifférence de l'opinion publique dans la métropole qui expliquerait l'échec de Chataigneau, après quelques autres. Nous convenons qu'on ne fut guère ému, ici, de la situation misérable des victimes de l'oppression coloniale. Ce n'est certes pas la faute de la « R.P. ».

Mais ces avortements de toutes réformes favorisés par l'indifférence des gens d'ici n'ont-ils pas été provoqués par les Français de là-bas ?

Nous aurions tort de juger les petits colons plus hostiles aux droits indigènes que les gros requins ? Qu'on nous le prouve ! Comment expliquer la réaction violente de la population française contre les « réformateurs les plus timorés » ? Et je ne parle pas des « héritiers de Max Régis », des jéroces antisémites « français » d'Alger, si redoutables au début du siècle. Je pense aux gens de gauche de là-bas. Pourquoi ceux-ci n'ont-ils pas soutenu efficacement Violette et Chataigneau... comme ils soutiennent aujourd'hui Lacoste, comme ils soutenaient hier le socialiste Naegelen, le « tripatouilleur » des élections algériennes ? Si la population musulmane n'a plus confiance, ils en sont beaucoup plus responsables que nous. Qu'ils fassent leur « mea culpa » sans frapper sur la poitrine des autres.

La « R.P. » n'est pas devenue « pan-arabe ». Elle ne s'accroche pas au « cléricanisme musulman ». Elle continue la lutte engagée depuis sa fondation

contre le colonialisme, prolongée depuis 1945 contre la colonisation de l'Europe orientale par Moscou. Et ce que nous reprochons peut-être le plus à Lacoste et à Guy Mollet, c'est de contrarier — par leur politique en Afrique du Nord — la révolte de la classe ouvrière, de tous les hommes libres contre l'infamie des assassins russo-hitlériens du peuple hongrois.

R. H.

Une action générale ouvrière est-elle possible ?

Notre camarade Baranton nous a adressé la lettre suivante :

Je vous adresse par virement postal mon réabonnement. Fidèle à la « R.P. » depuis 1926, je la lis toujours avec beaucoup d'intérêt. Même les articles que je n'approuve pas personnellement m'apportent un autre son de cloche, alimentent la réflexion et me permettent de passer au crible mes propres réflexes sur les questions d'actualité. Il est heureux qu'il existe un organe où des opinions diverses peuvent se faire entendre.

J'ai relu la Charte d'Amiens dans votre dernier numéro et j'ai souri à son vœu pieux demandant aux syndiqués « de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'ils professent au dehors ». Lorsque plus de la moitié de la classe ouvrière organisée accepte, comme nos camarades de la C.G.T., le principe de la prépondérance d'un parti politique dirigeant, « guide et leader de la bataille de classe », et la confusion sur les mêmes têtes de la responsabilité politique et de la responsabilité syndicale, est-ce que l'union des syndicalistes reste dans le domaine du possible ?

Même l'unité d'action syndicale est viciée et compromise par l'attitude des syndicalistes C.G.T. La grève générale, comme principal moyen d'action préconisé par la Charte d'Amiens, est en fait impossible lorsque des syndiqués se demandent, au cours d'une action d'envergure, si le mouvement ne va pas être utilisé à des fins politiques et amener au pouvoir l'équipe qui a déjà institué la suppression du droit de grève, la généralisation du travail au rendement, les camps de travail forcé, l'interdiction de changer d'usine, etc... dans neuf pays où elle a pris le pouvoir et où la C.G.T. est le syndicat unique autorisé. La confiance manque.

Une action générale est-elle possible dans ces conditions ? Je ne le pense pas pour ma part. Alors ? Quelle perspective peut-on entrevoir, à l'heure actuelle, pour aboutir aussi rapidement que possible à la disparition du patronat et du salariat, à la gestion ouvrière ?

La « R.P. » devrait ouvrir une discussion ou une enquête sur ce point. Si elle s'y décidait, je pense qu'elle ferait œuvre utile, contribuant à éclairer les esprits, à renouveler un objectif, à en étudier les moyens et je tenterai d'y apporter ma modeste contribution.

Nouvelle Gauche et réforme de l'enseignement

Ch. Cordier nous écrivait le 31 août :

1° *...Je n'ai pas adhéré à la Nouvelle Gauche et ne suis pas prêt d'y adhérer pour des raisons évidentes. Et comme beaucoup j'ai trouvé de fort mauvais goût l'allusion de Colette Audry à une collusion quelconque entre nos amis de la « R.P. » et... J.-P. David. Mais en toutes choses, il faut une certaine mesure et j'ai trouvé un peu exagéré d'en conclure que la Nouvelle Gauche était un ramassis de stalino-facistes.*

2° *Notre camarade R. Hagnauer, dans le numéro de juillet, rompt par affectivité avec les principes de travail et de recherche largement exposés dans la « R.P. ». Quand on porte un jugement de valeur sur une organisation, il faut s'informer, Hagnauer. Tu laisses entendre que le S.N.I. est prêt à ménager le « syndicat dit secondaire » sur le problème de la réforme de l'enseignement. Tu laisses entendre aussi que ce syndicat dont tu connais sans doute le nom : le S.N.E.S., serait à la remorque de la Société des agrégés. Tu aurais intérêt à lire de temps à autre l'organe du dit S.N.E.S. Tu saurais ainsi que le S.N.E.S., après deux congrès, a pris position pour le... tronc commun. Il est donc en désaccord profond avec la Société des agrégés. Le*

bureau du S.N.E.S. qui compte au moins trois amis pas trop éloignés de la « R.P. » : A. Limbour, R. Cheramy et moi-même, a mandaté ses représentants pour voter les principes syndicalistes de la réforme de l'enseignement. La majorité de nos représentants ont été avec les instituteurs au Conseil supérieur. Nous croyons être d'aussi bons syndicalistes qu'eux et nous ne ménageons pas plus les post-staliniens que Forestier et ses amis. Quant à quelques-uns de nos représentants indisciplinés qui se sentent plus mandatés par la Société des agrégés que par nous, nous prendrons les sanctions qui s'imposent. Certes il y a entre le S.N.I. et nous des désaccords sur ce problème. Ils portent principalement sur l'organisation du tronc commun et sur ses futurs maîtres. Je ne te cacherai pas que responsable au S.N.E.S. de la catégorie des agents d'enseignement, je considère mes camarades comme aussi qualifiés que les instituteurs pour enseigner dans « le tronc commun ».

C'est Monatte qui me disait un jour, devant toi je crois, qu'un syndicaliste ne doit jamais négliger les questions corporatives aussi minimes soient-elles.

Le S.N.E.S. n'est nullement à la remorque des « mondains » de la Société des agrégés. Il a la prétention d'être un syndicat aussi démocratique que le S.N.I. Les anciens des E.P.S. sont chez nous. Quant aux individus formés par nous, ils sont souvent aussi égoïstes que ceux qui l'ont été par le premier degré prolongé. Des esprits ouverts, des bonnes volontés, il y en a partout. Esprit critique et curiosité intellectuelle ne caractérisent certes pas la majorité des universitaires et étudiants, ils ne caractérisent pas non plus, hélas, la majorité des gens formés par l'école primaire. Je le déplore autant que toi, Hagnauer. D'autres raisons sans doute l'expliquent. Pour le reste, d'accord avec toi. Il est nécessaire de changer beaucoup de choses dans notre enseignement et sans doute ce ne sera guère possible avant... la révolution. Mais sois persuadé que les dirigeants du S.N.E.S. en ont autant conscience que toi.

Nous n'avons pas traité la « Nouvelle Gauche » de ramassis de stalino-facistes. Je crois sincèrement que la plupart de ses militants ne sont pas staliniens et qu'ils sont beaucoup plus honnêtes que les post-staliniens. Nous avons dit que la « Nouvelle Gauche » — peut-être parce que sa rédaction est moins machiavélique — a voulu accomplir contre nous la besogne que « l'Humanité » ne pouvait entreprendre.

2° *Je m'informe... je lis l'organe officiel du Syndicat national de l'enseignement secondaire... et je ne laisse rien entendre que je ne dise clairement.*

Il est bien vrai que certains représentants du S.N.E.S. sont pleinement d'accord avec la Société des agrégés... puisque leur « indisciplinisme » leur vaudra une sanction... à retardement

Il est également vrai qu'un premier vote (que j'ai signalé dans la « R.P. ») n'a laissé dans l'opposition à la thèse officielle des secondaires que Cheramy... parmi les proches de la « R.P. » (j'aime cette expression : les proches, qui me rappellent... « la famille d'abord » de l'ordonnateur des pompes funébres). Cordier a des raisons corporatives respectables pour justifier sa position. L'autre... « proche », je l'ai rencontrée à la Fédération F.O. Contre elle (soutenue d'ailleurs par tous les agrégés syndicalistes F.O.), j'ai demandé que l'on puisse adhérer à la Fédération par un syndicat départemental unique et à la C.G.T.-F.O. par le canal d'une union départementale. Ce désaccord syndical éclaire notre désaccord pédagogique.

Je reconnais sans aucune gêne que le S.N.E.S. se prononce maintenant pour le tronc commun. Sommes-nous d'accord ? Non, car ce qui m'intéresse, c'est la chose et non le mot.

Il s'agit dans l'esprit des syndicalistes, de réaliser un enseignement commun pour tous les élèves jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire (qu'il faudra bien porter à 16 ans) qui soit vraiment un cycle d'orientation, où « l'instruction » et l'éducation prendront la plus grande place, enseignement reportant les spécialisations à l'âge du choix professionnel, qui soit confié à des maîtres qualifiés par

leur valeur pédagogique beaucoup plus que par leurs titres universitaires.

Il n'est pas question d'en exclure les secondaires, surtout pas les corporants de Cordier, dont les origines sociales nous inspirent confiance. Mais ce sont les représentants du Secondaire qui veulent en exclure les instituteurs, ce qui me semble une injustice, car nombre d'instituteurs ont acquis une forte culture en marge des universités, et une absurdité, car le plus borné, le plus dogmatique des instituteurs n'oublie jamais le dernier de la classe, et c'est en fixant son attention sur celui-ci que l'on se révèle un véritable pédagogue.

Cordier conviendra qu'il y a loin de ce « tronc commun » à celui du S.N.E.S. qui n'est qu'une transformation de la 6^e.

Ce ne serait pas une opposition irréductible, si l'on considérait la formule du S.N.E.S. comme une étape vers une « rénovation totale de l'enseignement ». C'est exactement le contraire. Ce n'est pas une pause dans l'ascension, c'est un blocage dans la descente. Les secondaires résistent à l'évolution, freinent tant qu'ils peuvent l'avance — oh ! combien lente — de notre vieille Alma Mater. Je sais bien que c'est pour ne pas perdre la majorité des professeurs que le S.N.E.S. maintient cette position. Nous en sommes encore au cruel dilemme toujours posé au syndicalisme universitaire : unité corporative ou solidarité ouvrière (car c'est bien de cela qu'il est question en fin de compte). J'avais rêvé, puisque l'unité corporative se maintient dans l'autonomie, d'une fédération F.O. de l'Education Nationale où le véritable syndicalisme universitaire trouverait droit de cité. Ce n'est pas ma faute, si l'expérience a lamentablement échoué.

R. H.

Rectification

Louis Dumas nous a adressé la rectification suivante :

Si le camarade Pochier (Doubs), se réfère plus exactement aux textes, il ne s'attristerait pas de me voir « rompre avec la R.P. » alors que rien dans mes lettres ne comporte ce dessein.

Sans doute je n'approuve pas les thèses de Louzon, mais je me sens capable de supporter une opinion sincère contraire à la mienne.

Et je peux même supporter une opposition fondamentale car elle porte essentiellement sur une méthode intellectuelle que je continue à tenir pour inefficace.

Je me garderai bien cependant d'exposer ici les règles (telles que je les conçois) d'une exploitation valable de témoignages multilatéraux, ni à souligner la valeur de la synthèse en matière d'opinion, ni même à opposer les démarches expérimentales du syndicalisme dans son domaine, à celles de la dialectique politique ou philosophique, car la R.P. n'est pas une académie syndicaliste.

Pourtant j'ai protesté, parce que suis convaincu qu'une humble vérité humaine, ni doctrinale, ni mystique, mais issue de la réalité objective des faits est, en dépit de sa complexité, seule constructive.

A cette rectification, Dumas joignait une lettre qui précise encore sa pensée :

Excuse-moi de cette rectification. C'est la preuve que je continue à m'intéresser à la R.P. même si elle agit sur moi comme un aiguillon me portant à prendre conscience de mes propres opinions.

Depuis un an, j'aurais bien eu besoin d'un aiguillon pour m'exciter les jambes, car j'ai été atteint brusquement en août 1955 de paraplégie progressive, séquelle de 1914. Après deux opérations et une rééducation quotidienne, je marche cahin-caha. Ce genre de paralysie n'affectait pas mon cerveau (du moins je l'espère) aussi ai-je pu rechercher de plus près dans cette immobilité douloureuse les caractéristiques du syndicalisme pour moi-même et pour le repos de mon esprit.

C'est pourquoi je suis heureux de lire dans les commentaires de la charte d'Amiens qu'elle a été votée contre la politisation au profit d'un parti et contre la subordination du mouvement ouvrier à une doctrine.

Tu me réjouis encore lorsque, rappelant l'originalité du syndicalisme, tu signales la valeur des objections de Malatesta. C'est là l'esprit de synthèse dont je parle.

Surtout, je souscris totalement à la conclusion où tu soulignes que les idées inspirant la charte sont « nées de l'expérience ouvrière, conçues hors de toute influence extérieure » confuses peut-être comme la vie elle-même, mais qui se sont illuminées au feu de l'action ».

Je suis arrivé par d'autres voies aux mêmes constatations.

Tu vois comme la conjonction est possible quand nous restons dans le domaine syndical. Les idées politiques qui s'affrontent sont, au contraire, terriblement conjecturales et individuelles parce qu'elles expriment des conceptions intellectuelles éminemment personnelles et irréductibles.

Louis Dumas excusera l'indescrétion dont je me rends coupable, en publiant un extrait d'une lettre personnelle.

Ce n'est pas seulement parce qu'il y précise encore son intérêt pour la lecture de la « R.P. » C'est parce qu'elle ajoute à notre documentation sur le « syndicalisme universitaire » une sorte de témoignage sur la valeur humaine de nos « aînés ».

Dans le dernier discours qu'il a prononcé devant le congrès du Syndicat des instituteurs avant sa retraite, Dumas nous disait qu'il voulait suivre l'exemple de son père — un ouvrier — et se retirer simplement comme un « bon ouvrier qui a accompli sa tâche ». Fromesse qu'il a tenue.

Instituteur, dont l'originalité pédagogique et la culture internationale s'étaient imposées en France et à l'étranger, il est resté fidèle aux leçons de son maître Albert Thierry et à la règle du « refus de parvenir ». Et c'est pour cela que son témoignage nous touche et nous émeut.

Exemple de vigueur intellectuelle : un éducateur qui appelle la contradiction.

Exemple de vigueur morale : un homme qui subit encore les douloureux effets de la guerre de 1914-18 et qui cherche le repos de l'esprit en justifiant a posteriori une action syndicaliste qui s'est prolongée en internationalisme efficace.

R. H.

A propos du Manifeste du Cercle Zimmerwald

De Duperray, de la Loire :

Il y a certaines formules dans le manifeste du Cercle Zimmerwald adressé aux membres du parti communiste qui me semblent d'une grande maladresse, et Gaston Leval, dans Défense de l'Homme, met le doigt sur elles à juste titre. Cependant, je crois qu'il s'exagère le danger. La première réalisation des Zimmerwaldiens 1956 sur le plan syndical, c'est le lancement de « l'Union des syndicalistes » sur les principes de la Charte d'Amiens. Bien sûr, j'ai tiqué beaucoup, moi aussi, sur la formule : « Nous sommes prêts à entrer à vos côtés dans un vrai parti communiste ». J'espère que les syndicalistes du Cercle Zimmerwald répondront à Gaston Leval en le rassurant. Pour moi, je n'ai pas changé : il n'y a qu'un vrai parti communiste à construire pour la classe ouvrière : un mouvement syndicaliste indépendant. Je pense pouvoir être au Cercle Zimmerwald avec cette affirmation de principe.

Il est exact que la formule incriminée a choqué de nombreux camarades et ne correspond pas à l'opinion de la majorité des membres du Cercle Zimmerwald. Mais le Cercle Zimmerwald ne doit pas être considéré comme un groupement exclusivement syndicaliste. En font partie ceux qui ont perdu toute confiance dans les partis politiques, mais aussi ceux qui pensent qu'un changement est possible ou qu'un parti à créer pourrait mieux servir les intérêts de la classe ouvrière. Le titre même de Zimmerwald n'évoque-t-il pas une conférence à laquelle participaient des hommes de parti et des syndicalistes ? Le seul ciment qui les unissait était le pacifisme et l'internationalisme.

N'en demandez pas davantage aux Zimmerwaldiens d'aujourd'hui. Il y a parmi nous des libéraux opposés par principe à toute idée de parti et des syndicalistes que le stalinisme a dégoutés à jamais. Mais il y a aussi des militants du parti socialiste ainsi que d'anciens staliniens qui n'ont pas abandonné l'espoir de retrouver un parti où ils pourraient encore militer. Il y a même depuis quelque temps des jeunes membres du P.C. qui

commencent à ouvrir les yeux. Faut-il leur fermer la porte ? Je ne le pense pas.

Aussi je demande à ceux qui repoussent toute idée d'entrer ou de rentrer au parti, de ne pas obliger les autres à penser comme eux. Et puis, enfin, si le parti communiste provoque la nausée chez tant de militants ouvriers, le comportement des syndicats C.G.T. n'est pas plus supportable. Il nous déçoit même bien davantage. Et pourtant, nous demeurons attachés au syndicalisme et beaucoup parmi nous souhaiteraient voir s'accomplir les conditions qui permettraient une réunification du mouvement syndical.

F. CHARBIT.

Catroux, général et diplomate ?

Un vieux collaborateur de la « R.P. » et vieux Français d'Indochine, l'un des rares qui y soient encore, Jacques Stenel, nous parle du général Catroux :

J'ai lu l'article de Louzon dans lequel il reproche à Guy Mollet son lâchage du général Catroux. C'était pourtant, dit-il, le seul négociateur possible. Je ne doute pas que le général Catroux avait cette intention-là, mais pour négocier, il faut être deux. Or les gens d'en face, eux, y étaient-ils disposés ?

Je connais le général Catroux. Je l'ai vu revenir en Indochine en 1940, lorsqu'au début de la guerre Daladier l'y envoya pour remplacer le gouverneur général Brévié, un brave homme mais qui a mal fini, puisqu'il devint un ministre de Vichy. J'ai été reçu deux fois par le général Catroux. La première fois c'était après que venait de paraître à l'Officiel de la colonie un arrêté interdisant, pour les seuls Vietnamiens bien entendu, la mise en vente et la détention de certaines publications déclarées séditionnelles. L'arrêté avait paru le soir à cinq heures et le lendemain matin, à la levée du jour, la Sûreté venait perquisitionner dans les maisons où elle savait d'avance qu'elle trouverait ces publications. Naturellement, les délinquants, bien innocents en vérité, car comment aurait-ils pu savoir que la possession de celles-ci était défendue, étaient arrêtés et emmenés en prison. Donc un véritable guet-apens. Comme je supposais que le général ignorait ces choses-là, un procédé de basse police, je lui manifestai mon indignation. Aussi ne fut-ce pas sans surprise que je l'entendis tranquillement me répondre : « Cet arrêté, ah ! je le connais très bien puisque c'est moi qui l'ai pris ». Je ne me rappelle plus ce que je lui répliquai, mais qui sûrement ne put que lui faire comprendre que je maintenais ma réprobation.

Il ne m'en tint pas rigueur, puisque je fus reçu par lui une deuxième fois. C'était au temps où les Japonais commençaient à tourner autour de l'Indochine et avaient même déjà réussi à s'y infiltrer. Nous parlâmes donc d'eux. « Oh ! ces Japonais, me dit-il, lorsqu'ils viennent me voir, tout de suite ils le prennent de très haut, mais il me suffit de donner un coup sur la table pour que je les voie aussitôt se cacher dessous. » C'était sans doute vrai, mais ce qui n'empêche que quelque temps après le général dut céder à presque toutes leurs exigences. Il ne pouvait faire autrement. Il n'avait aucun des moyens militaires qui lui eussent permis de résister. Il avait bien demandé leur aide aux Anglais et aux Américains, mais qui lui avaient répondu, les uns et les autres, par un non prosumus. En effet, les premiers avaient déjà assez à se soucier de la défense de leurs propres colonies menacées, elles aussi, par les Japs, et quant aux seconds, comme c'était bien avant Pearl Harbour, ils ne tenaient pas du tout à ce moment à se mettre en guerre avec le Japon.

On se rappelle ce que Napoléon, à Sainte-Hélène, disait à Las Cases de ses généraux et de ses maréchaux : « De bons guerriers, certes, mais quels vantards ! quels vantards ! » Le général Catroux est certainement, un bon guerrier, mais son coup de poing sur la table montre qu'il n'est pas exempt, lui aussi, d'un peu de forfanterie. Il aurait été probablement, comme semble le penser Louzon, un habile négociateur, mais je me demande si, rencontrant trop de difficultés à jouer ce rôle, il n'eut pas été tenté à se servir, lui aussi, de son sabre. Pourquoi aurait-il choisi ce métier s'il ne préférait

par dessus tout faire la guerre ? Un général pur diplomate, ça ne va pas.

Mais un à qui, au contraire, faire la guerre ça ne va pas, oh ! pas du tout, et pourtant il est bien en train de la faire, c'est le camarade Guy Mollet. Aussi bien je soupçonne qu'il ne doit pas se sentir une très bonne conscience. Tuer les gens parce qu'ils veulent avoir leur liberté, ce n'est pas le rôle d'un socialiste.

Alors, il faut abandonner l'Algérie. Par conséquent la perdre et si nous la perdons, ce sera la France qui sera perdue. En tout cas, c'est ce qu'on peut lire à tout instant aujourd'hui sous diverses signatures dans différents journaux. Or est-il vrai que nous sommes acculés à ce dilemme ? Voilà combien de temps que nous sommes les maîtres de l'Algérie ? A peu près, un peu plus de cent ans. Et la France vivait avant. Ne pourrait-elle pas vivre encore après ? La Suisse, les pays scandinaves n'ont pas de colonies et ils vivent et pas si mal d'après ceux qui sont allés y voir. La Hollande a perdu l'Indonésie qui est un pays immensément riche et elle continue à vivre. Mais nous redevenons un petit pays. Ne le sommes-nous pas déjà redevenus ? C'est tout au moins ce que les Américains nous donnent à entendre à tout instant. Nous serons une petite nation. Eh bien, tant pis ! Ce qui ne veut pas dire que nous serions une petite nation pauvre. La France a assez de ressources chez elle pour ne pas l'être.

Mais est-il fatal que nous perdions l'Algérie ? N'y a-t-il pas une autre solution ? Louzon semble le penser, puisqu'il est pour la négociation. Négociation qui nous mènerait à la cohabitation. Est-ce possible ? Français et Arabes, ceux-ci ayant acquis les libertés qu'ils réclament, ne pourraient-ils pas vivre côte à côte et en bon accord ? Ça, je crains que ce ne soit pas possible. Je crains que pour les Français d'Algérie, l'Arabe ne reste toujours le bicot, comme, en Indochine, pour les Français qui y restent et leur nombre diminue tous les jours, le Vietnamien demeure toujours le nhac. Voilà ce que je crains.

Mais l'Indochine et l'Algérie ne sauraient être comparées. Les situations ne sont pas les mêmes. Combien y avait-il de Français en Indochine ? 59.000 tout au plus et en comptant les Eurasiens, les métis. Tandis qu'en Algérie, plus d'un million de Français et la plupart installés depuis longtemps, même depuis plusieurs générations, dans le pays. S'ils devaient retourner en France, que ferait-on d'eux ? Evidemment gros problème et je ne me sens pas compétent pour lui trouver une solution.

Bien sûr, Moutet n'a pas compris, en 1945, que notre intérêt était d'accorder leur indépendance aux Vietnamiens, mais je suis sûr et je puis dire, car ce sont des faits dont j'ai été témoin, que lorsqu'en décembre 1946 il arriva à Hanoï, où il comptait pouvoir rencontrer Hô Chi Minh, celui-ci en était parti pour reprendre le maquis. Je me souviens que, quelque temps auparavant, étant allé voir Hô Chi Minh, que je connais depuis plus de trente ans, c'était au moment de ses négociations avec Sainteny, lesquelles traînaient en longueur, je lui dis : « Ne croyez-vous pas que si vous aviez en face de vous Moutet, que vous connaissez et qui vous connaît, vous arriveriez plus facilement à un arrangement ? » Il me répondit oui, mais le 19 décembre la bagarre, la grande bagarre commença et qui devait durer pendant près de dix ans et se terminer si mal pour nous.

Evidemment, ce sont les Vietminh qui la déclenchèrent, mais j'ai déjà rapporté dans la « R.P. » ce que, peu de temps après, un haut fonctionnaire français qui, du fait du poste qu'il occupait (il était l'adjoint du général Morlière), fut mêlé, et de très près et très intimement, à tous les événements qui précédèrent cette désastreuse journée, me déclara : « Si on me demandait de faire la part des responsabilités pour cette journée-là, je répondrais : « 40 % pour les Vietminh, 60 % pour nous. »



Le gérant : J.-P. FINIDORI

Imp. « E. P. », 232, rue de Charenton, Paris-12^e

ENTRE NOUS

Ce numéro de la « R.P. » n'a pas été composé selon notre formule ordinaire. Ce n'est pas le premier et ce ne sera certainement pas le dernier. A vrai dire, nous souffrons toujours de la nécessité à laquelle est soumise la « R.P. » de remplir un double rôle : celui d'un organe de combat, celui d'une revue d'information et d'étude.

Les premières semaines de ce mois de novembre nous ont rappelé les moments les plus agités et les plus brûlants de l'avant-guerre. Nous publions surtout « des prises de position » et l'on pourra y découvrir pas mal de divergences, quoique la tendance générale en soit unique. Ce n'est pas nouveau non plus et comme dans l'immédiate avant-guerre le plus difficile ce n'est pas de faire son devoir, c'est de le connaître.

Ce qui est évidemment hors de discussion c'est l'affirmation de notre solidarité entière avec les victimes du fascisme russe.

Cependant, la constitution de l'Union des Syndicalistes nous impose parallèlement à l'organisation des cercles d'études industriels ou régionaux de consacrer le plus de place possible à l'étude de tous les problèmes ouvriers.

Mais cette organisation et cette étude dépendent d'un bon départ de l'Union. Pour aider celle-ci il faut de toute urgence que tous les amis et abonnés de la « R.P. » diffusent la brochure de lancement : L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS.

Nous avons adressé à un certain nombre de nos amis des circulaires de propagande. A quelques autres nous avons adressé d'office des colis de 20, 10 ou 5 brochures. Que ceux qui n'ont pas reçu la circulaire nous excusent et s'offrent pour la diffusion. Que ceux qui n'ont pas reçu des colis en commandent immédiatement. Que les « privilégiés » à qui nous avons envoyé des colis ne se fassent pas trop d'illusions sur un choix qui ne sera justifié que par leur empressement à nous rembourser le prix des brochures vendues ou données (la brochure 50 francs ; colis de 20 : 500 francs ; colis de 10 : 300 francs ; colis de 5 : 200 francs). La « R.P. » a supporté toute la charge financière de l'édition et de l'expédition. Mais il dépend de la rapidité de circulation des brochures et de la rapidité de la rentrée des fonds que l'Union puisse disposer d'un budget de propagande et envisager la publication de nouvelles brochures.

LIVRES A LIRE

J'AI NOM ELIACIN, de Han Ryner.

Des souvenirs d'enfance que publient les Editions Sésame pour les Amis de Han Ryner.

On lira avec un plaisir raffiné ces pages dans lesquelles Han Ryner évoque sa famille et surtout la communauté religieuse dont sa « petite taille » le fit exclure. Fort heureusement, sa « tardive croissance » ne lui parut pas un signe de vocation, et il est devenu l'écrivain, le conteur, le philosophe libéral que nous avons aimé.

(S'adresser aux Amis de Han Ryner, 3, allée du Château, Pavillon-sous-Bois (Seine).)

EDOUARD VAILLANT

« Le péril jaune qui met fin au brigandage blanc n'a rien qui nous effraie, au contraire. C'est la société moderne évoluant dans les restes de l'Asie comme au Japon, sans violence de races conquérantes destructives des énergies nationales ; c'est le développement capitaliste aboutissant à la même transformation et révolution sociale, comme en Europe.

Dans ces lignes écrites en juillet 1904 par Edouard Vaillant, vous retrouvez « la tradition éprouvée et glorieuse du Socialisme, celle que réveille Maurice Dommanget, en évoquant 45 années d'histoire socialiste, à travers la belle et noble vie d'Edouard Vaillant. (Editions : La Table ronde).

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1956

RECETTES

Abonnements ordinaires	43.900	
Abonnements de soutien	14.500	
		58.400
Souscription		3.500
Vente « Chine »		800
Vente « R.P. »		1.550
Divers		550
		64.800
En caisse à fin août		226.765
		<u>291.565</u>

DEPENSES

Frais d'expédition	1.690	
Téléphone	2.875	
		4.565
En caisse à fin septembre :		
Espèces	45.072	
Chèques postaux	241.928	
		287.000
		<u>291.565</u>

MOIS D'OCTOBRE 1956

RECETTES

Abonnements ordinaires	29.700	
Abonnements de soutien	9.000	
		38.700
Souscription		2.150
Vente « Chine »		750
Vente « R.P. »		13.210
Vente « Charte d'Amiens »		2.880
		57.690
En caisse à fin septembre		287.000
		<u>344.690</u>

DEPENSES

Impression et papier (août-septembre) ..	78.850	
Frais d'expédition	5.840	
		84.690
En caisse à fin octobre :		
Espèces	47.617	
Chèques postaux	212.383	
		260.000
		<u>344.690</u>

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R. Debré (Paris) 2.000 ; Nelly Germain (Belgique) 2.000 ; R. Goffin (Belgique) 3.000 ; T. Lippe (Belgique) 2.000 ; Hugo Rolland (Etats-Unis) 3.500 ; Sindbad 3.000 ; U. Thévenon (Loire) 2.000 ; M. Vallard (Paris) 2.000 ; L. Venot (Paris) 2.000 ; G. Zahm (Paris) 2.000. — Total : 23.500 francs (dont 14.500 en septembre et 9.000 en octobre).

LA SOUSCRIPTION

G. Berthommier (Loire) 500 ; R. Boudet (Paris) 500 ; L. Chantesais (Seine-et-Oise) 500 ; L. Coutaller (Finistère) 200 ; R. Cuchet (Isère) 300 ; J. Duperray (Loire) 400 ; A. Ferdoussi (Gironde) 150 ; M. Fradin (Paris) 500 ; Germaine Goujon (Seine-Maritime) 200 ; Hubert Jam (Seine-et-Oise) 500 ; J.J. Judalet (Loire-Inférieure) 300 ; E. Mouhot (Doubs) 500 ; P. Palix (Ardèche) 100 ; Emile Petit (Paris) 200 ; C. Phillippon (Cher) 500 ; Georges Thomas (Indre) 300. — Total : 5.650 francs (dont 3.500 en septembre et 2.150 en octobre).

Cercle Zimmerwald

Le dimanche 25 novembre 1956, à 15 heures précises, 78, rue de l'Université (salle des Nymphes), après avoir évoqué les événements de Hongrie et leurs conséquences dans le monde, nous aurons une causerie du camarade Rossi, retour d'Italie, sur : le mouvement ouvrier en Italie.

Lisez :

R. LOUZON
LA CHINE

- **SES TROIS MILLENAIRES D'HISTOIRE**
- **SES CINQUANTE ANS DE REVOLUTION**

Prix de l'ouvrage : 400 francs franco

Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 francs franco



Les événements de Budapest, après ceux d'Afrique du Nord et de Suez, ébranlent les partis et secouent les gouvernements. La classe ouvrière française en profitera-t-elle pour retrouver son unité, son indépendance, sa conscience et sa force ? L'Union des Syndicalistes, en publiant sa première brochure, pose la question :

Lisez :

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger HAGNAUER

avec une préface de Pierre MONATTE : 1906-1956

Le texte de la Charte — La Déclaration de l'Union

La brochure : 50 francs — Le colis de 20 : 500 francs